

ASSEMBLEE DE CORSE

3 EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2023

REUNION DES 29 ET 30 JUIN 2023

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

SEGUITU DI L'ATTI DI L'ISTANZE DI A CULLETTIVITÀ DI
CORSICA - ANNATA 2022

SUIVI DES ACTES DES INSTANCES DE LA COLLECTIVITÉ
DE CORSE - ANNÉE 2022

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Cf. rapport en annexe

**SEGUITU DI L'ATTI DI L'ISTANZE DI A
CULLETTIVITA DI CORSICA**

ANNATA 2022

**SUIVI DES ACTES DES INSTANCES DE LA
COLLECTIVITE DE CORSE**

ANNEE 2022

**Raportu d'infurmazione di u Presidente di u
Cunsigliu esecutivu di Corsica**

**Rapport d'information du Président du
Conseil exécutif de Corse**



SUNTA - SOMMAIRE

Introitu / Préambule

- I.** Suivi des délégations d'attributions de l'Assemblée de Corse au Conseil exécutif de Corse et à son Président
- II.** Suivi des engagements pris dans les réponses aux questions orales et écrites
- III.** Suivi des motions votées par l'Assemblée de Corse
- IV.** Suivi des avis et motions des instances consultatives : Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel, Assemblea di a Giuventù, Chambre des Territoires
- V.** Eléments d'information sur les délais de saisine
- VI.** Suivi des avis de l'Assemblée sur les projets de lois ou décrets concernant la Corse
- VII.** Projet de délibération

INTROITU / PREAMBULE

A trasparenza di l'azione publica hè un scopu è un duveru di prima trinca per i rispunsevuli pulitichi. La transparence de l'action publique est à la fois un enjeu et un devoir permanents pour tous les responsables politiques.

Elle façonne et alimente l'expression démocratique, répondant ainsi à la légitime demande des élus et des citoyens.

Le souhait du Conseil exécutif de Corse est de relever résolument ce défi en rendant compte à l'Assemblée de Corse de la complétude de son action, afin de permettre à l'organe délibérant de mieux exercer son contrôle sur l'organe exécutif, dans le cadre de l'équilibre des pouvoirs, clef de voûte du statut particulier.

Le Code général des collectivités territoriales fait déjà obligation au Conseil exécutif de soumettre à l'Assemblée un grand nombre de documents, selon des rythmes différenciés : compte administratif et ses annexes (L.4425-9 et L.4425-13), rapport d'activité de la Collectivité, de ses agences et offices (L.4422-27 CGCT), au titre de l'année précédente, actions en justice (L.4231-7-1), exercice du droit de préemption (L.4231-8-2), attribution des aides aux communes et leurs groupements (cf. règlements d'aides, qui prévoit la transmission pour information à la commission des finances de l'Assemblée), état des effectifs annexés au budget, état des rémunérations des élus, en amont de la session budgétaire, pour ne citer que quelques exemples. Ces démarches s'inscrivent plus globalement dans le respect du droit à l'information des élus (cf. notamment art.L.4422-32 CGCT).

En convergence avec ces exercices de « porté à connaissance », et dans le cadre de la deuxième année pleine de la mandature 2021/2028, le Conseil exécutif a choisi de rendre compte sous la forme d'un rapport d'information unique, de quatre types de démarches, relatives à l'année 2022, à savoir :

- Le compte-rendu des délégations d'attributions consenties par l'Assemblée (L.4221-5 CGCT),
- Le suivi d'engagements pris dans le cadre de réponses aux questions orales et écrites,
- Le suivi des motions votées par l'Assemblée,
- Le suivi des avis, motions et résolutions des instances consultatives,
- le respect des délais de saisine,
- le suivi des avis de l'Assemblée sur les projets de lois ou décrets concernant la Corse

Comme l'an dernier, différentes catégories d'actes visés ci-dessus font l'objet de tableaux de bord sur des espaces numériques dédiés, régulièrement mis à jour, et accessibles aux élus des instances et à leurs collaborateurs. Il s'agit là encore de renforcer la capacité de contrôle des Conseillers/ères à l'Assemblée de Corse sur le Conseil exécutif, en s'appuyant sur des outils interactifs alimentés par le Secrétariat général du Conseil exécutif.

Les démarches ainsi retracées permettent de développer une fonction « mémorielle » dans la Collectivité, pour inviter les élus à mettre en perspective l'ensemble des phases du cycle de vie des rapports, et autres « actes » : questions orales et écrites, motions, avis, résolutions ; il arrive parfois que ces actes soient redondants, soit dans le cadre du même exercice, soit d'un exercice à l'autre. Les documents de synthèse qui suivent permettent de fait de parvenir à une meilleure traçabilité de l'ensemble des actes en question. Il s'agit en l'espèce de créer les conditions d'un véritable continuum délibératif, englobant tous les modes d'expressions et de dialogue offerts aux instances qui ont vocation à coopérer.

Vi pregu di piglià attu di stu raportu d'infurmazione è di l'annessi.

Je vous prie de bien vouloir prendre acte de ce rapport d'information et des documents annexés.

I / COMPTE-RENDU DES DELEGATIONS D'ATTRIBUTIONS
CONFIEES PAR L'ASSEMBLEE DE CORSE AU CONSEIL EXECUTIF
ET A SON PRESIDENT POUR L'ANNEE 2022

RESU CONTU DI E DELEGAZIONE D'ATTRIBUZIONE DATE DA
L'ASSEMBLEA DI CORSICA A U CUNSIGLIU ESECUTIVU E A U SO
PRESIDENTE PER L'ANNU 2022

Dans le cadre de la présente mandature, une délibération a été adoptée par l'Assemblée de Corse le 22 juillet 2021, en application des diverses dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui permettent à l'Assemblée de Corse de déléguer au Président du Conseil exécutif, pour la durée de la mandature, un certain nombre d'attributions.

Ainsi, dans le cadre de cette délibération n°21/122 AC, l'Assemblée de Corse a-t-elle confié au Conseil exécutif et à son Président, des délégations d'attributions sur 33 items portant sur des domaines variés.

Par ailleurs, la délibération n°22/044 AC du 1^{er} avril 2022 autorise le Président du Conseil exécutif de Corse à intenter au nom de la Collectivité de Corse les actions en justice, et à défendre la Collectivité de Corse dans les actions intentées contre elle, à tout stade de la procédure, et ce, pour tout type d'acte de procédure et pour tout litige, devant toute juridiction, y compris pénale et quel que soit le degré de juridiction, ainsi que devant toutes les instances de médiation et de conciliation.

Le présent rapport recense l'ensemble des actes pris au cours du deuxième semestre 2022 par le Conseil exécutif et son Président au titre des délégations d'attributions que vous avez consenties.

Je vous prie de bien vouloir en prendre acte.

SUNTA / SOMMAIRE

| N° | Délégation | Délibération AC de délégation | Page |
|----|---|-------------------------------|------|
| 1 | <p>Fà imprestiti pè u finanziamentu di l'investimenti privisti da u bugettu, per l'operazione finanziarie ghjuvative pè a gestione è a ristrutturazione di l'imprestiti cuntrattati, cumprese l'operazione di garanzia contru à i risichi di tassu è di scambiu, è effettua ogni attu chì accorre. E delegazione accunsentite in appiegazione di st'alinea ghjunghjeranu à termine da ch'ella serà aperta a campagna elettorale di a rinnuvata.</p> <p>Procéder à la réalisation d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion et au réaménagement des emprunts contractés, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et accomplir à cet effet tout acte nécessaire. Les délégations consenties en application de cet alinéa prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement de l'Assemblée de Corse.</p> | N°21/122 du 22/07/2021 | 4 |

| N° | Délégation | Délibération AC de délégation | Page |
|----|--|-------------------------------|------|
| 2 | Rializà ligne di tesureria di un muntante massimu di 80 M€. Réaliser des lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 80 M€. | N°21/122 du 22/07/2021 | 4 |
| 3 | Piglià e decisione mintuvate à u III di l'articulu L.1618-2 (derugazione à l'ubligazione di dipusità i fondi pressu à u Statu) è à u a) di l'articulu L.2221-5-1 (derugazione analuga pè e regie quandu i fondi sò isciuti da eccedenti di tesureria), cun riserva di e dispusizione di u c) di listessu articulu. Prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 (dérogation à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat) et au a) de l'article L.2221-5-1 (dérogation de même type pour les régies pour les fonds provenant des excédents de trésorerie), sous réserve des dispositions du c) de ce même article. | N°21/122 du 22/07/2021 | 4 |
| 4 | Decide è mudificà l'affettazione di e prupietà di a Cullettività utilizate da i so servizii Arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la Collectivité utilisées par ses services.. | N°21/122 du 22/07/2021 | 4 |
| 5 | Decide di a cunclusione è di a rivisione di a lucazione di beni per una durata massima di 12 anni, per un muntante tutale, cariche cumprese, di menu di 300 000 € à l'annu quandu u lucatariu hè a Cullettività è menu di 150 000 € à l'annu quand'ella hè l'affittadore. Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans, pour un montant total, toutes charges comprises, inférieur à 300 000 € par an lorsque la Collectivité est le preneur, et à 150 000 € par an lorsqu'elle est bailleur. | N°21/122 du 22/07/2021 | 4 |
| 6 | Accettà l'indennità di sinistru culligate à i cuntratti d'assicuranza, in u limitu di 150 000 € à sinistru. Accepter les indemnités de sinistre afférentes aux contrats d'assurance dans la limite de 150 000 € par sinistre. | N°21/122 du 22/07/2021 | 6 |
| 7 | Creà, mudificà o caccià e regie cuntabile chì accorrenu à u funziunamentu di i servizii di a Cullettività, s'è l'avanzu chì pò esse accurdatu o u muntante mediu di l'intrate incasciate per mese hè inferiore à 150 000 €. Créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Collectivité, dont le montant de l'avance pouvant être consentie ou dont le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est inférieur à 150 000 €. | N°21/122 du 22/07/2021 | 7 |
| 8 | Accettà doni è lascite chì ùn sò gravati nè da cundizione nè da cariche, senza preghjudiziu di e dispusizione di l'articulu L.4422-29 di u CGCT chì li permettenu di falla à titulu cunservatoriu, qualsiasi e cundizione è cariche. Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges sans préjudice des dispositions de l'article L.4422-29 du CGCT qui lui permettent de le faire à titre conservatoire, quelles que soient les conditions et charges. | N°21/122 du 22/07/2021 | 8 |
| 9 | Decide di l'alienazione di i beni immobiliari sin'à 4600 €. Décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €. | N°21/122 du 22/07/2021 | 8 |

| N° | Délégation | Délibération AC de délégation | Page |
|----|--|-------------------------------|------|
| 10 | <p>Fissà, senza preghjudiziu di e dispusizione di l'articulu L.4221-4 di u CGCT, in i limiti di l'estimu di i servizii fiscali (duminii), u muntante di l'ufferte di a Cullettività da nutificà à i sprupiatu è risponde à e so dumande.</p> <p>Fixer, sans préjudice des dispositions de l'article L.4221-4 du CGCT, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la Collectivité à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes.</p> | N°21/122 du 22/07/2021 | 8 |
| 11 | <p>Piglià e decisione mintuvate in l'articuli L.523-4 è L.523-5 di u Codice di u patrimoniù relative à a rializazione di diagnostichi d'archeologia priveniva richiesti per l'operazione d'accunciamentu o di travagli annantu à u territoriu di a Cullettività.</p> <p>Prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du Code du patrimoine, relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Collectivité.</p> | N°21/122 du 22/07/2021 | 8 |
| 12 | <p>Permette à nome di a Cullettività di rinnuvà e so adesione à l'associ induv'ella hè membru.</p> <p>Autoriser au nom de la Collectivité, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.</p> | N°21/122 du 22/07/2021 | 8 |
| 13 | <p>Dopu presu l'avisu di u COREPA, attribui è mette in opera e suvvenzione culligate à a gestione di i fondi europei chì a Cullettività n'hè l'auturità di gestione.</p> <p>Procéder, après avis du COREPA, à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions liées à la gestion des fonds européens dont la Collectivité est l'autorité de gestion..</p> | N°21/122 du 22/07/2021 | 9 |
| 14 | <p>Chere à u Statu o à Cullettività territoriale altre l'attribuzione di suvvenzione.</p> <p>Demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions.</p> | N°21/122 du 22/07/2021 | 9 |
| 15 | <p>Prisentà e dumande di permessi d'urbanisimu in quantu à a distruzzione, a trasfurmazione o a custruzione di i beni di a Cullettività per prugetti chì ùn cagiuneranu a creazione o a sparizione di una superficia tutale chjosa è custrutta superiore rigurosamente à 2 000 m².</p> <p>Procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens de la Collectivité pour des projets n'entraînant pas la création ou la disparition d'une surface de plancher strictement supérieure à 2 000 m².</p> | N°21/122 du 22/07/2021 | 9 |
| 16 | <p>Fissà e tariffe di e strade è duminii stradali, di dipositu tempuraniu nantu à e strade è altri lochi publichi privisti à u regulamentu di dulminiù stradale aduttatu da l'Assemblea di Corsica, è di manera generale, di i diritti privisti à ghjuvure di a Cullettività senza caratteru fiscale.</p> <p>Fixer les tarifs des voies et voiries, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics dans les limites prévues au règlement de voirie adopté par l'Assemblée de Corse, et d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Collectivité qui n'ont pas un caractère fiscal.</p> | N°21/122 du 22/07/2021 | 9 |

| N° | Délégation | Délibération AC de délégation | Page |
|----|--|-------------------------------|------|
| 17 | Fissà e riprese d'allignmentu in appiegazione di i documenti d'urbanisimu. Fixer les reprises d'alignement en application des documents d'urbanisme. | N°21/122 du 22/07/2021 | 10 |
| 18 | Attribuì o ritirà e borse intattenute nantu à i fondi territoriali. Attribuer ou retirer les bourses entretenues sur les fonds territoriaux. | N°21/122 du 22/07/2021 | 10 |
| 19 | Piglià ogni decisione rilativa à u fondu di solidarietà per l'alloghju, in particolare in materia d'aiutu, di prestiti, di rimessa di debbiti è di rinunciu à e credenze. Prendre toute décision relative au fonds de solidarité pour le logement, notamment en matière d'aides, de prêts, de remise de dettes et d'abandons de créances. | N°21/122 du 22/07/2021 | 10 |
| 20 | Piglià, tantu in qualità di putere aghjudicatore chè d'entità aghjudicatrice, ogni decisione, pè u tempu di u mandatu, in quantu à l'appruntera, a cuntrattualizzazione, l'eseguimentu, a rotta è u regulamentu di i mercati è patti quatri, cum'è dinù ogni decisione in quantu à i so aghjusti, quandu i crediti sò iscritti à u bugettu. Prendre, tant en qualité de pouvoir adjudicateur que d'entité adjudicatrice, toute décision, pour la durée du mandat, concernant la préparation, la passation, l'exécution, la résiliation et le règlement des marchés et accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. | N°21/122 du 22/07/2021 | 10 |
| 21 | Decide di movimenti di crediti da capitulu à capitulu, fora di i crediti rilativi à e spese di persunale, in u limitu di 7,5 % di e spese effettive di ognuna di e sezione fissate à u mumentu di u votu di u bugettu. Procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections fixées à l'occasion du vote du budget. | N°21/122 du 22/07/2021 | 13 |
| 22 | Decide di l'affettazione di l'auturizzazione di prugramma è d'ingagiamentu (cumprese quelle rilative à spese impruvise), per arrestatu deliberatu in Cunsigliu esecutivu, da chì l'Assemblea di Corsica hà validatu l'auturizzazione currispendente. Procéder à l'affectation des autorisations de programme et d'engagement (y compris celles relatives aux dépenses imprévues), par arrêté délibéré en Conseil exécutif, dès lors que l'Assemblée de Corse a validé les autorisations correspondantes. | N°21/122 du 22/07/2021 | 13 |
| 23 | Esercità à nome di a Cullettività i so diritti di prienzione da titularia o delegataria in appiegazione di u Codice di l'urbanisimu ; delegà dinù 'ssu dirittu à l'occasione di l'alienazione di un bene, in e cundizione stabilite da l'Assemblea di Corsica. Exercer au nom de la Collectivité les droits de préemption dont celle-ci est titulaire ou délégataire en application du Code de l'urbanisme ; et également déléguer ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions fixées par l'Assemblée de Corse. | N°21/122 du 22/07/2021 | 20 |

| N° | Délégation | Délibération AC de délégation | Page |
|----|--|-------------------------------|------|
| 24 | Piglià tutte e misure d'appiegazione (affettazione è individualizzazione) di i regolamenti di l'aiuti è di i schema territoriali, in u limitu di i massimi privisti. Prendre toutes mesures d'application (affectation et individualisation) des règlements d'aides et des schémas territoriaux, dans la limite des plafonds prévus et dans le cadre des modalités fixées auxdits règlements et schémas approuvés par l'Assemblée de Corse. | N°21/122 du 22/07/2021 | 21 |
| 25 | Mette in opera e misure d'appiegazione di e chjame à prugetti, chjame à pruposte è chjame à manifestà interessu approvate da l'Assemblea di Corsica è firmà e convenzione culligate. Mettre en œuvre les mesures d'application des appels à projets, appels à propositions et appels à manifestation d'intérêts approuvés par l'Assemblée de Corse et signer les conventions afférentes. | N°21/122 du 22/07/2021 | 29 |
| 26 | Firmà ogni convenzione d'appiegazione di convenzione quatri approvate da l'Assemblea di Corsica. Signer toute convention d'application de conventions-cadres approuvées par l'Assemblée de Corse. | N°21/122 du 22/07/2021 | 30 |
| 27 | Piglià ogni decisione prevista da u Codice di a Sprupiazione affine d'acquistà e prese di i prugetti, in u limitu di l'estimu di France Domaine, da chì l'Assemblea di Corsica averà dicisu di l'avvià di e procedure currispundente. Prendre toute décision prévue par le Code de l'Expropriation afin d'acquérir les emprises des projets, dans la limite de l'estimation de France Domaine, dès lors que l'Assemblée de Corse aura décidé de l'engagement des procédures correspondantes. | N°21/122 du 22/07/2021 | 31 |
| 28 | Firmà e convenzione è i patti di partinariatu chì ùn arrecanu impegni finanziari di a Cullettività. Signer les conventions et les accords de partenariat ne portant pas engagement financier de la Collectivité. | N°21/122 du 22/07/2021 | 31 |
| 29 | Lancià u studiu di un prugettu è delimità i terreni da affettà per via di 'ssu prugettu da chì l'Assemblea di Corsica averà validatu a prugrammazione di l'operazione è l'averà iscritta cum'è studiu à u so bugettu. Lancer la mise à l'étude d'un projet et délimiter les terrains à affecter par ce projet des lors que l'Assemblée de Corse aura validé la programmation de l'opération et l'aura inscrite en étude à son budget. | N°21/122 du 22/07/2021 | 35 |
| 30 | Dopu approvatu u prugettu stradale, avvià e cuncertazione rigulamintare prima di apre l'inchiesta preliminare à a dichjarazione d'utilità publica. Procéder, après approbation du projet routier par l'Assemblée de Corse, aux concertations réglementaires précédant le lancement de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique. | N°21/122 du 22/07/2021 | 35 |
| 31 | Piglià e misure chì accorrenu pè a messa in opera di u SRDEII approvatu da l'Assemblea di Corsica per deliberazione n° 18/073 AC di u 29 di marzu di u 2018. Prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre du SRDEII approuvé par l'Assemblée de Corse par délibération n°18/073 AC du 29 mars 2018 | N°21/122 du 22/07/2021 | 35 |

| N° | Délégation | Délibération AC de délégation | Page |
|----|---|-------------------------------|------|
| 32 | <p>Piglià ogni misura di messa in opera di u schema territoriale di l'aiuti à a riescita è à a vita studentina aduttatu da l'Assemblea di Corsica per deliberazione n° 21/089 AC di u 30 d'aprile di u 2021.</p> <p>Prendre toutes mesures de mise en œuvre du schéma territorial d'aide à la réussite et à la vie étudiante adopté par l'Assemblée de Corse par délibération n°21/089 AC du 30 avril 2021.</p> | N°21/122 du 22/07/2021 | 36 |
| 33 | <p>Avvià e procedure di spartera, dumandà u trasferimentu di prupietà di i beni culturali publichi, integrà 'ssi beni à u patrimoni di a Cullettività, dipositalli in i musei o centri di cunservazione è di studii secondu i so lochi di scupertu, firmà e cunvenzione di spartera culligate.</p> <p>Engager les procédures de partage, demander le transfert de propriété des biens culturels publics, intégrer ces biens au patrimoine de la Collectivité, les déposer au sein des musées ou centres de conservation et d'études selon leurs lieux de découverte, signer les conventions de partage afférentes.</p> | N°21/122 du 22/07/2021 | 37 |
| 34 | <p>Purtà à nome di a Cullettività di Corsica l'azione in tribunale è difende a Cullettività di Corsica in l'azione purtate contru à ella ; à ogni fasa di a procedura, penale cumpresa è qualsiasi u livellu di ghjuridizione, cum'è davanti à tutte l'istanze di mediazione è di cunciliazione.</p> <p>Intenter au nom de la Collectivité de Corse les actions en justice, et défendre la Collectivité de Corse dans les actions intentées contre elle, à tout stade de la procédure, y compris pénale et quel que soit le degré de juridiction, ainsi que devant toutes les instances de médiation et de conciliation.</p> | N°22/044 du 01/04/2022 | 38 |

1. • Procéder à la réalisation d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion et au réaménagement des emprunts contractés, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et accomplir à cet effet tout acte nécessaire. Les délégations consenties en application de cet alinéa prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement :

DGA Prospective, Finances, Affaires européennes et méditerranéennes, Relations internationales, Programmes contractualisés

| Date réalisation | Organisme prêteur | Dette en capitale à l'origine en € | Taux | | Périodicité de remboursement | Annuité 1 ^{er} exercice en € |
|------------------|-----------------------------|------------------------------------|-------|----------|------------------------------|---------------------------------------|
| | | | FRV | Index | | |
| 21/12/2022 | Caisse d'Epargne | 30 000 000 € | 0,45% | Livret A | Annuelle | 2023 |
| 21/09/2022 | Banque des territoires | 2 443 745 € | 0.53% | Livret A | Annuelle | 2023 |
| 21/09/2022 | Banque des territoires | 3 760 413 € | 0.53% | Livret A | Annuelle | 2023 |
| 06/09/2022 | Caisse d'épargne | 15 000 000 € | 3% | Fixe | Annuelle | 2023 |
| 24/08/2022 | Crédit agricole de la Corse | 20 000 000 € | 2.95% | Fixe | Trimestrielle | 2022 |

2. • Réaliser des lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 80 M€ :

DGA Prospective, Finances, Affaires européennes et méditerranéennes, Relations internationales, Programmes contractualisés

| Date de mise en place | Organisme prêteur | Montant en € |
|--------------------------------|-------------------|--------------|
| 13/12/2022 (Arrêté 2022-23476) | Caisse d'Epargne | 30 000 000 € |
| 09/01/2023 (Arrêté 2022-24671) | Caisse d'Epargne | 40 000 000 € |

3. • Prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 (dérogation à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat) et au a) de l'article L.2221-5-1 (dérogation de même type pour les régies pour les fonds provenant des excédents de trésorerie), sous réserve des dispositions du c) de ce même article :

DGA Prospective, Finances, Affaires européennes et méditerranéennes, Relations internationales, Programmes contractualisés

Néant.

4. ● Arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la Collectivité utilisées par ses services publics :

DGA Patrimoine de la Collectivité, Moyens généraux et Commande publique

| Identification du bien | Localisation du bien | Affectation |
|--|--|--|
| Parcelle E 316, emprise de 1245 m ² issue du DPR RT50 | ALTIANI | Arrêté du 20.06.22 déclassement pour cession gratuite à l'ODARC |
| Emprises issues du DPR RT30 : 515 m ² sur BELGUDÈ 91 m ² sur PALASCA | BELGUDÈ PALASCA (Carrefour de Lozari) | Arrêté du 09.09.22 déclassement / reclassement dans la voirie communale de BELGUDÈ |
| Parcelles A428 – A431 - A966- A1026 issues de la concession portuaire | Port L'SULA ROSSA | Arrêté du 23.11.22 déclassement pour cession gratuite Conservatoire du Littoral |

5. ● Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans, pour un montant total de charges comprises inférieur à 300 000 € par an, lorsque la Collectivité est preneuse, et à 150 000 € par an lorsqu'elle est bailleur :

DGA Patrimoine de la Collectivité, Moyens généraux et Commande publique

Collectivité preneuse

5a. Prises à bail :

| Local pris à bail | Destination du bien pris à bail | Propriétaire du bien | Montant annuel du loyer en € | Durée du bail |
|-------------------|---|----------------------|------------------------------|---|
| CASTIFAU | Local à usage de remise de matériel de la Direction de la Forêt et de la Prévention des Incendies (Sylviculteurs) | Mairie de Castifau | 1 408 € | 1 an renouvelable par tacite reconduction |

5b. Résiliation de bail :

| Local pris à bail | Destination du bien pris à bail | Propriétaire du bien | Montant annuel du loyer en € | Date de résiliation |
|-------------------------------|---------------------------------|----------------------|------------------------------|---------------------|
| BASTIA, 9 Rue César Campinchi | Locaux de l'ex-CRIJ | Mairie de Bastia | 34 472 € | 31.12.2022 |

Collectivité bailleur

5c. Passation de bail :

| Localisation du bien | Identification du locataire | Destination du bien | Montant annuel du loyer en € | Durée du bail |
|----------------------|-----------------------------|---------------------|------------------------------|---------------|
| | | | | |

5d. Résiliation

| Localisation du bien | Identification du locataire | Destination du bien | Montant annuel du loyer en € | Date de résiliation |
|---------------------------|-----------------------------|--|------------------------------|---------------------|
| BORGU AR313 (ex AR119) | SARL GPN | Cession 2 villas au locataire par acte notarié du 07.11.22 | 11 293 € | 08.11.22 |

6. • **Accepter les indemnités de sinistre afférentes aux contrats d'assurance dans la limite de 150 000 € par sinistre :**

DGA Patrimoine de la Collectivité, Moyens généraux et Commande publique

| Nature du sinistre et date | Assureur | Montant des indemnités en € | Observations |
|---|--|-----------------------------|---|
| Sinistre automobile du 29/10/2021 | ALTIMA | 250 € | Indemnisation demi-franchise |
| Sinistre automobile du 19/04/2022 | ALTIMA | 5 700 € | Indemnisation véhicule – cession |
| Sinistre automobile du 26/08/2022 | ALTIMA | 14 700 € | Indemnisation véhicule – cession |
| Sinistre du 03/09/2021 | ALTIMA | 89 311,03 € | Indemnisation des réparations Tracteur CLASS ARION |
| L'Isula Rossa Choc véhicule glissière de sécurité 1 ^{er} octobre 2022 | SMACL | 12 994,00 € | |
| Cervioni Choc véhicule parapet 18 novembre 2022 | SMACL | 2038,83 € | |
| Prunelli Di Fium'Orbu Choc véhicule - Aqueduc 17 avril 2021 | SMACL | 1628,00 € | |
| Sinistre du 10/06/2021 : Mme Marguerite LEFUR a occasionné des dégradations sur la voie publique avec son véhicule, sur la Commune de SARRULA - CARCUPINU | SMACL, assureur de la Collectivité de Corse au titre du contrat « Responsabilité Civile et risques annexes » | 1 078,57 € | Date de l'indemnisation : 29/06/2022 (effectuée par virement) au bénéfice de la Collectivité de Corse Marché public assurance (ex-CD2A) n° 2019/CDC/0511B (contrat n° 334 163/W) |

| Nature du sinistre et date | Assureur | Montant des indemnités en € | Observations |
|---|--|-----------------------------|---|
| Sinistre du 19/01/2021 : caméra et chaîne situées à l'entrée du parking des élus du Conseil Exécutif (Gran'Palazzu de la CTC AIACCIU), endommagé par un véhicule qui sortait du parking. | SMACL, assureur de la Collectivité de Corse au titre du contrat « Responsabilité Civile et risques annexes » | 10 770,47 € | Date de l'indemnisation : 20/07/2022 (chèque adressé par courrier en septembre 2022) au bénéfice de la Collectivité de Corse. Marché public assurance (ex-CTC) n° 20DMG277/M Dommages aux biens et risques annexes (contrat n° 348 277/M) – Chèque en cours de traitement |
| Sinistre survenu le 03/11/2021 : Dégâts des eaux Palais de Justice à AIACCIU . | SMACL, assureur de la Collectivité de Corse au titre du contrat « Dommages aux biens et risques annexes » | 12 204,96 € | Date de l'indemnisation : 09/08/2022 (effectuée par virement) au bénéfice de la Collectivité de Corse Marché public assurance (ex-CD2A) n° 2019/CDC/0511B (contrat n° 334 163/W) |
| Sinistre survenu le 13/07/2022 : M. Stevenin VIOLETTE a percuté un candélabre avec son véhicule sur le rond-point de Precojo (RT 10) Commune de PORTIVECHJU . | SMACL, assureur de la Collectivité de Corse au titre du contrat « Responsabilité Civile et risques annexes » | 7 472,85 € | Date de l'indemnisation : 06/09/2022 (effectuée par virement) au bénéfice de la Collectivité de Corse Marché public assurance (ex-CD2A) n° 2019/CDC/0511B (contrat n° 334 163/W) |
| Un chauffeur de taxi de la compagnie « Taxi Porto-Vecchio » s'est endormi avant de percuter un panneau de signalisation et le talus sur la RD 859, commune de FIGARI | SMACL, assureur de la Collectivité de Corse au titre du contrat « Dommages aux biens et risques annexes » | 1 640,36 € | Date de l'indemnisation : 27/10/2022 (effectuée par virement) au bénéfice de la Collectivité de Corse Marché public assurance (ex-CD2A) n° 2019/CDC/0511B (contrat n° 334 163/W) |

7. ● **Créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Collectivité, dont le montant de l'avance pouvant être consentie ou dont le montant moyen des recettes encaissées mensuellement est inférieur à 150 000 € :**

DGA Prospective, Finances, Affaires européennes et méditerranéennes, Relations internationales, Programmes contractualisés

| Régie | N° et date Arrêté | Objet | Type de Régie Avance/Recette | Montant Avance/ Recettes en € |
|--|--------------------------|---|------------------------------|-------------------------------|
| FRAC (Fonds régional d'art contemporain de la Corse) | 2022-15070 du 11/07/2022 | Modification des modes de recouvrement prévus à l'arrêté 18-01540 du 15/05/2018 portant création de la régie de recettes du FRAC | Recettes | 3 049 € |
| Cinémathèque de Corse | 2022-16322 du 28/07/2022 | Modification concernant la nature des dépenses prises en charge par la régie prévues par l'article 6 de l'arrêté 18/01199 du 03/04/2018 | Avances / Recettes | 5 000 € / 1 500 € |
| Musée d'Aleria | 2022-18325 du 06/09/2022 | Modification portant création d'un fonds de caisse de 200€ | Avances / Recettes | 750 € / 10 000 € |
| Musée de Sartè | 2022-21095 du 27/10/2022 | Modification de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances | Avances / Recettes | 1 000 € / 600 € |

8. ● **Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions, ni de charges, sans préjudice des dispositions de l'article L.4422-29 du CGCT qui lui permettent de le faire à titre conservatoire, quelles que soient les conditions et charges :**

Néant.

9. ● **Décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € :**

Néant.

10. ● **Fixer, sans préjudice des dispositions de l'article L.4221-4 du CGCT, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la Collectivité à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes**

DGA Patrimoine de la Collectivité, Moyens généraux et Commande publique

| Intitulé de l'opération PUMONTE | Date de paiement | Offres | | Observations |
|--|------------------|--------------|--------------------|--------------|
| | | Nombre Prop. | Montant Total en € | |
| <ul style="list-style-type: none"> ● Pénétrante d'Aiacciu ● RT10-Aménagement carrefours Bunifaziu ● RT40-RD265 – Aménagement carrefour Ghjunchetu ● RT 49 – traverse Sant Andria di Tallà ● RT 40 – giratoire Hôpital Bunifaziu ● RD824 Route d'accès à la plage d'Arone (Piana) | Octobre 2022 | 3 | 342 346 | |
| | | 29 | 69 431 | |
| | Juil/oct. 2022 | 4 | 1 770 | |
| | | 5 | 13 650 | |
| | Sept. 2022 | 2 | 5 900 | |
| | Juil/oct. 2022 | 22 | 55000 | |
| | Sept. 2022 | | | |

11. ● **Prendre les décisions mentionnées aux articles L.523-4 et L.523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Collectivité :**

Néant.

- 12 • Autoriser, au nom de la Collectivité, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre :

DGA Stratégie de l'innovation et de la transformation

| Association/Organisme | Montant en € |
|-----------------------|--------------|
| OpenData France | 1300€ |
| FNCCR | 4900€ |
| AVICCA | 6235€ |
| AFIGEO | 680€ |

DGA Aménagement et Développement du territoire

| Association/Organisme | Montant en € |
|------------------------|--------------|
| France Terre des Lieux | 5 000 |

13. • Procéder, après avis du COREPA, à l'attribution et à la mise en œuvre des subventions liées à la gestion des fonds européens dont la Collectivité est l'autorité de gestion :

DGA Prospective, Finances, Affaires européennes et méditerranéennes, Relations internationales, Programmes contractualisés

| Programme européen | Nombre total de bénéficiaires/opérations |
|-------------------------|---|
| FEDER (2322Inves) | 7 bénéficiaires 16 opérations |
| FSE (2322 Fonc) | 2 bénéficiaires 6 opérations (dont 5 MO CdC) |
| FEDER (REACT EU – 2324) | 6 bénéficiaires 6 opérations |

14. • Demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, l'attribution de subventions :
DGA Affaires Sanitaires et Sociales

| Secteur | Objet | Nombre d'opérations | Montant total des subventions demandées en € | Destinataire de la demande |
|---------|--|---------------------|--|----------------------------|
| social | Déclinaison territoriale de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté | 6 | 90,392.60 | État |

DGA Education, Enseignement, Formation, Langue Corse

| Secteur | Objet | Nombre d'opérations | Montant total des subventions demandées en € | Destinataire de la demande |
|-------------------------------------|---|---------------------|--|---------------------------------|
| Participations centres de formation | CPER 2021/2027 relatif aux dépenses d'investissement des CFA – année 2022 | 1 | 282 500 € | Etat n° 22-889 du 29/11/2022 |
| CARIF OREF | Convention financière Etat/CdC pour la réalisation des missions CARIF OREF année 2022 | 1 | 213 500 € | n° 22-727 du 18/10/2022 |

DGA Ressources humaines

| Secteur | Objet | Nombre d'opérations | Montant total des subventions demandées en € | Destinataire de la demande |
|---------|---|---------------------|--|--|
| DDSI | Projet modernisation des systèmes d'information des bibliothèques – Syracuse 2022 | 1 | 19.538 € | Direction régionale des affaires culturelles |

15. ● Procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens de la Collectivité pour des projets d'entraînant pas la création ou la disparition d'une surface de plancher strictement supérieure à 2 000 m² :

DGA Infrastructures de transport, Mobilité et Bâtiments

| Localisation | Objet | Date de la demande | Surface concernée |
|--|--|--------------------|-------------------|
| Laboratoire routier A CALDANICCIA 20167 SARRULA E CARCUPINU | Projet de rénovation et surélévation du laboratoire routier pour mise en conformité du bâtiment. | 07/2022 | 231m ² |

16. ● Fixer les tarifs des voies et voiries, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics dans les limites prévues au règlement de voirie adopté par l'Assemblée de Corse, et d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Collectivité qui n'ont pas un caractère fiscal :

Néant.

- 17 ● Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme :

Néant.

- 18 ● Attribuer ou retirer les bourses entretenues sur les fonds territoriaux :

Néant.

- 19 ● Prendre toute décision relative au fonds de solidarité pour le logement, notamment en matière d'aides, de prêts, de remises de dettes et d'abandons de créances :

DGA Affaires Sanitaires et Sociales

19a. Les attributions du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) – Pumonté :

| Subventions (recours inclus) | Montant des aides allouées en € | Nombre de ménages aidés |
|------------------------------|---------------------------------|-------------------------|
| ACCES | 87,680.00 | 53 |
| MAINTIEN | 172,131.00 | 235 |
| TOTAL | 259,811.00 | 288 |

19b. Les attributions du Fonds Unique pour le Logement (FUL) – Cismonte :

| Subventions (recours inclus) | Montant des aides allouées en € | Nombre de ménages aidés |
|------------------------------|---------------------------------|-------------------------|
| ACCES | 59,714.00 | 39 |
| MAINTIEN | 120,330.00 | 174 |
| TOTAL | 180,044.00 | 213 |

19c. Les recours gracieux du FSL - Pumonté :

| Nombre de recours | Montants des aides allouées en € | Nombre de ménages aidés |
|-------------------|----------------------------------|-------------------------|
| 4 | 5,107,00 | 4 |

19d. Les recours gracieux du FUL - Cismonte :

| Nombre de recours | Montants des aides allouées en € | Nombre de ménages aidés |
|-------------------|----------------------------------|-------------------------|
| 0 | 0.00 | 0 |

20 • Prendre tant en qualité de pouvoir adjudicateur que d'entité adjudicatrice, toute décision, pour la durée du mandat, concernant la préparation, la passation, l'exécution, la résiliation et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget :

DGA Patrimoine de la Collectivité, Moyens généraux et Commande publique

Marchés de fournitures et de services inférieurs à 40 000 € HT et de travaux inférieurs à 100 000 € HT (relevant des directions) : Fournitures < 40 000 € HT – ACHATS UGAP :

| Objet du marché | Attributaire | Montant en € HT | Montant en € TTC | Procédures |
|---|--------------|-----------------|------------------|------------|
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 13 285.01 € | 15 905.46 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 14 315.68 € | 17 142.26 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT 2008 | UGAP | 19 745.54 € | 23 586.30 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 768.98 € | 11 698.42 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 177.41 € | 10 981.74 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 12 649.68 € | 15 106.46 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 12 649.68 € | 15 106.46 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 768.98 € | 11 698.42 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 768.98 € | 11 698.42 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 768.98 € | 11 698.42 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 768.98 € | 11 698.42 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 768.98 € | 11 698.42 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 768.98 € | 11 698.42 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 768.98 € | 11 698.42 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 768.98 € | 11 698.42 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 11 089.63 € | 13 272.40 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 11 089.63 € | 13 272.40 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 768.98 € | 11 698.42 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT 308 | UGAP | 23 083.61 € | 27 364.78 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 9 768.98 € | 11 698.42 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 11 735.88 € | 14 047.90 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 11 735.88 € | 14 047.90 € | ACHAT UGAP |

| Objet du marché | Attributaire | Montant en € HT | Montant en € TTC | Procédures |
|---|---------------------|----------------------------|-----------------------------|-------------------|
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 11 735.88 € | 14 047.90 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 11 735.88 € | 14 047.90 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 X-MAX 125 | UGAP | 4 005.58 € | 4 801.14 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT CAPTUR | UGAP | 15 049.10 € | 18 009.17 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT EXPERT | UGAP | 30 995.15 € | 37 146.83 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 16 941.37 € | 20 287.69 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule DACIA DUSTER | UGAP | 23 108.56 € | 27 639.12 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule DACIA DUSTER | UGAP | 23 108.56 € | 27 639.12 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 19 425.74 € | 23 274.34 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 11 099.97 € | 13 284.81 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 13 579.06 € | 16 258.32 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule DACIA DUSTER | UGAP | 23 108.56 € | 27 639.12 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule DACIA DUSTER | UGAP | 23 108.56 € | 27 639.12 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule DACIA DUSTER | UGAP | 23 108.56 € | 27 639.12 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 16 408.95 € | 19 654.19 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 13 322.71 € | 15 950.70 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 10 192.92 € | 12 207.15 € | ACHAT UGAP |

| Objet du marché | Attributaire | Montant en € HT | Montant en € TTC | Procédures |
|---|--------------|-----------------|------------------|------------|
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 10 192.92 € | 12 207.15 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 10 192.92 € | 12 207.15 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 10 192.92 € | 12 207.15 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 10 192.92 € | 12 207.15 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 10 192.92 € | 12 207.15 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 10 192.92 € | 12 207.15 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule CITROEN C3 | UGAP | 10 192.92 € | 12 207.15 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 13 435.63 € | 16 086.20 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 13 435.63 € | 16 086.20 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 16 941.37 € | 20 287.69 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 12 671.82 € | 15 169.63 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 12 671.82 € | 15 169.63 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule PEUGEOT PARTNER | UGAP | 12 671.82 € | 15 169.63 € | ACHAT UGAP |

Marchés de fournitures et de services inférieurs à 40 000 € HT et de travaux inférieurs à 100 000 € HT (relevant des directions) :

| Objet du marché | Nombre de marchés /Bénéficiaires | Montant en € HT | Montant en € TTC | Procédures |
|---|----------------------------------|-----------------|------------------|------------|
| Direction des Moyens roulants et moyens mécanisés | | | | |
| Location d'embarcation | 1/1 | 15 000,00 | 18 000,00 | |
| Direction des Moyens Généraux | | | | |
| Fournitures < 40 000 € HT | 28/24 | 53 837,86 | 64 605,43 | |
| Services < 40 000 € HT | 30/21 | 324 741,39 | 389 689,67 | |
| Direction Gestion entretien et suivi des Bâtiments | | | | |
| Fournitures < 40 000 € HT | 3/3 | 15 326,80 | 17 185,98 | |
| Services < 40 000 € HT | 7/7 | 51 097,80 | 60 390,08 | |
| Travaux < 100 000 € HT | 41/24 | 510 950,08 | 565 891,79 | |

Marchés de fournitures et de services supérieurs à 40 000 € HT et de travaux supérieurs à 100 000 € HT : Fournitures > 40 000 HT – ACHATS UGAP :

| Objet du marché | Attributaire | Montant en € HT | Montant TTC | Procédures |
|---|--------------|-----------------|--------------|------------|
| Investissement – 1 tracteur CLASS ARION | UGAP | 165 395.12 € | 198 474.14 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 semi-remorque porte engins | UGAP | 97 691.17 € | 117 229.40 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 tracteur gyrobroyeur sur pneus | UGAP | 232 270.62 € | 278 724.74 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 compacteur de terrassement | UGAP | 117 563.02 € | 141 075.62 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 2 tracteurs gyrobroyeurs | UGAP | 213 787.84 € | 256 545.41 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 embarcation semi-rigide | UGAP | 100 046.96 € | 120 056.35 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT MASTER | UGAP | 46 082.61 € | 54 675.51 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT MASTER | UGAP | 46 082.61 € | 54 675.51 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 engin de déneigement + saleuse | UGAP | 206 344.18 € | 247 496.46 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT MASTER | UGAP | 46 082.61 € | 54 675.51 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT MASTER | UGAP | 43 999.75 € | 52 746.95 € | ACHAT UGAP |
| Investissement – 1 véhicule RENAULT MASTER | UGAP | 46 082.61 € | 55 246.38 € | ACHAT UGAP |

DGA Affaires Sanitaires et Sociales :

Marchés de fournitures et de services inférieurs à 40 000 € HT et de travaux inférieurs à 100 000 € HT (relevant des directions) :

| Nature des prestations : | Nombre de marchés / bénéficiaires | Montant en € HT | Montant en € TTC |
|-------------------------------------|-----------------------------------|-----------------|------------------|
| Fournitures < 40 000 € HT | | | |
| Services < 40 000 € HT | 5 marchés 8 bénéficiaires | 77,617.50 | |
| Travaux < 100 000 € HT | | | |

Marchés de fournitures et de services supérieurs à 40 000 € HT et de travaux supérieurs à 100 000 € HT (relevant de la direction de la commande publique) :

| Objet du marché | Attributaire | Montant en € | Procédures |
|-------------------------------------|--|--------------|------------|
| Fournitures > 40 000 € HT | OLIVIERI PRIMEURS | 43,200.00 | MAPA |
| Services > 40 000 € HT | GUERBAA FABRE A MURZA et BGE CORSE | 203,000.00 | MAPA |
| Travaux > 100 000 € HT | | | |

DGA Infrastructures de transports, Mobilité et Bâtiments

Marchés de fournitures et de services inférieurs à 40 000 € HT et de travaux inférieurs à 100 000 € HT (relevant des directions) :

Directions des Routes

| Nature des prestations : | Nombre de marchés / bénéficiaires | Montant en € HT | Montant en € TTC |
|---------------------------|-----------------------------------|-----------------|------------------|
| Fournitures < 40 000 € HT | 8 | 59 799,62 € | 71 759,54 € |
| Services < 40 000 € HT | 16 | 140 467,22 € | 168 560,66 |
| Travaux < 100 000 € HT | 79 | 1 219 290,00 € | 1 341 219,00 € |

Directions des Transports et de la Mobilité

| Nature des prestations : | Nombre de marchés / bénéficiaires | Montant en € HT | Montant en € TTC |
|---------------------------|-----------------------------------|-----------------|------------------|
| Fournitures < 40 000 € HT | 3 | 25 995,21 € | 31 194,25 € |
| Services < 40 000 € HT | 17 | 223 211,18 € | 267 853,42 € |
| Travaux < 100 000 € HT | 10 | 349 570,17 € | 384 527,19 € |

Directions de la Construction et de la Réhabilitation des Bâtiments

| Nature des prestations : | Nombre de marchés / bénéficiaires | Montant en € HT | Montant en € TTC |
|---------------------------|-----------------------------------|-----------------|------------------|
| Fournitures < 40 000 € HT | - | - | - |
| Services < 40 000 € HT | 7 | 38 682,00 € | 46 418,40 € |
| Travaux < 100 000 € HT | 6 | 115 998,15 € | 127 597,97 € |

Marchés de fournitures et de services supérieurs à 40 000 € HT et de travaux supérieurs à 100 000 € HT (relevant de la direction de la commande publique) :

| Objet du marché | Attributaire | Montant en € | Procédures |
|---------------------------|--------------|--------------|------------|
| Fournitures > 40 000 € HT | | | |
| Services > 40 000 € HT | | | |
| Travaux > 100 000 € HT | | | |

DGA Stratégie de l'innovation et de la transformation

Marchés de fournitures et de services inférieurs à 40 000 € HT et de travaux inférieurs à 100 000 € HT (relevant des directions) :

| Nature des prestations : | Nombre de marchés / bénéficiaires | Montant en € HT | Montant en € TTC |
|---------------------------|-----------------------------------|-----------------|------------------|
| Fournitures < 40 000 € HT | | | |

| Nature des prestations : | Nombre de marchés / bénéficiaires | Montant en € HT | Montant en € TTC |
|--------------------------|-----------------------------------|-----------------|------------------|
| Services < 40 000 € HT | 1/ TARAN CSIRT | 39 750 € | |
| | 1/ Bureau Veritas (SPS) | 1 970 € | 47 700 € |
| | 1/ 2022JUR01/VEDESI | 20 000 € | 2 364 € |
| | 1/ 2022JUR02/CLOIX | 30 000 € | 24 000 € |
| | 1/ 2022JUR04/CORSE | 39 999 € | 36 000 € |
| | AUDIT | 6 000 € | 47 998 € |
| | 1/ DA2022-14/ADALTYS | 5 200 € | 7 200 € |
| | 1/ DA2022-10/ADALTYS | 10 000 € | 6 240 € |
| | 1/ 2022JUR06/CRETY | 3 900 € | 12 000 € |
| | 1/ 2023JUR01/ADALTYS | 6 200 € | 4 680 € |
| | 1/ 2023JUR02/ADALTYS | 1 500,00 € | 7 440 € |
| | 1/ OSTY Julien | 1 499,00 € | 1 500,00 € |
| | 1/ PREZEVENT | 12 000,00 € | 1 798,80 € |
| | 1/ LIBERTE LIVING-LAB | € | 14 400,00 € |
| | 1/ PREZEVENT | 1 499,00 € | 1 798,80 € |
| | 1/ EVENT'COM | 500,00 € | 600,00 € |
| | 1/ LIBERTE LIVING-LAB | 11 300,00 € | 13 560,00 € |
| 1/ AMPLEA | € | 47 988 € | |
| 1/ EQUATION | 39 990 € | 15 612 € | |
| 1/ SOCIETE AGEPE | 13 010 € | 9960 | |
| | 8300 | | |
| Travaux < 100 000 € HT | | | |

Marchés de fournitures et de services supérieurs à 40 000 € HT et de travaux supérieurs à 100 000 € HT (relevant de la direction de la commande publique) :

| Objet du marché | Attributaire | Montant en € | Procédures |
|---------------------------|-----------------|--------------|------------|
| Fournitures > 40 000 € HT | | | |
| Services > 40 000 € HT | 2022JUR03/BOREL | 200 000 € | MAPA AC |
| Travaux > 100 000 € HT | | | |

DGA Prospective, Finances, Affaires européennes et méditerranéennes, Relations internationales et Programmes contractualisés

Marchés de fournitures et de services inférieurs à 40 000 € HT et de travaux inférieurs à 100 000 € HT (relevant des directions)

1 marché mobilité Erasmus+ Majorque : 20 000 €

DGA Ressources humaines

| Nature des prestations : | Nombre de marchés / bénéficiaires | Montant en € HT | Montant en € TTC |
|---------------------------|-----------------------------------|-----------------|------------------|
| Fournitures < 40 000 € HT | 18 | 494 874.54 | 593 849.45 |
| Services < 40 000 € HT | 65 | 1 900 659.83 | 2 2260 054.56 |
| Travaux < 100 000 € HT | | | |

21. • Procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections fixées à l'occasion du vote du budget :

DGA Prospective Finance, Affaires européennes et méditerranéennes, Relations internationales, Programmes contractualisés

| Chapitre d'origine | Montant en € | Chapitre d'accueil | % des dépenses réelles de la section | Observations |
|--------------------|--------------|--------------------|--------------------------------------|--------------|
| 934 | 420 000€ | 9343 | 0,09% | RAS |

22. • Procéder à l'affectation des autorisations de programme et d'engagement (y compris celles relatives aux dépenses imprévues) par arrêté délibéré en Conseil exécutif, dès lors que l'Assemblée de Corse a validé les autorisations correspondantes :

DGA Patrimoine de la Collectivité, Moyens généraux et Commande publique

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|--|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AE | 1122 | Moyens techniques et logistiques voirie | 3 500 000 € | 1 279 100 € | 2 220 900 € |
| AE | 3170 | SIS 2B | 1 000 000 € | 196 600 € | 803 400 € |
| AE | 3173 | Moyens techniques et logistique FORSAP et CFM | 2 500 000 € | 1 342 000 € | 1 158 000 € |
| AE | 3218 | Moyens techniques et logistiques ENS | 1 500 000 € | 382 050 € | 1 117 950 € |
| AE | 6154 | Moyens techniques et logistiques Administration générale | 2 550 000 € | 785 900 € | 1 764 100 € |
| AP | 1122 | Moyens techniques et logistiques voirie | 2 500 000 € | 156 000 € | 2 251 600 € |
| AP | 3173 | Moyens techniques et logistique FORSAP et CFM | 2 500 000 € | 131 500 € | 2 368 500 € |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|---|-----------------------------------|--|---|
| AP | 3218 | Moyens techniques et logistiques ENS | 1 000 000 € | 100 000 € | 656 700 € |
| AP | 6154 | Moyens techniques et logistiques Administration générale | 2 500 000 € | 100 000 € | 2 275 600 € |

DGA Affaires Sanitaires et Sociales :

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|--|-----------------------------------|--|---|
| | 5111 | services sociaux | 115,000.00 | | 25,000.00 |
| | 5121 | insertion et précarité | 650,000.00 | | 573,986.00 |
| | 5122 | programmes d'insertion | 5,450,000.00 | | 729,000.00 |
| | 5123 | revenu de solidarité active | 0.00 | | 4,627.09 |
| | 5131 | allocation personnalisée pour l'autonomie | 43,764,000.00 | | 43,764,000.00 |
| | 5134 | prestations aux personnes âgées | 3,560,000.00 | | 2,641,231.00 |
| | 5135 | plan de soutien à l'investissement des ESSMS | 2,000,000.00 | | 600,000.00 |
| | 5141 | personnes en situation de handicap | 19,431,952.00 | | 18,830,609.00 |
| | 5151 | prestations de l'aide sociale à l'enfance | 1,381,000.00 | | 1,357,321.75 |
| | 5211 | action sanitaire et sociale | 3,310,000.00 | | 1,559,472.50 |
| | 5212 | secteur médico-social | 584,200.00 | | 283,280.00 |
| | 5213 | prestations de la protection maternelle et infantile | 1,293,900.00 | | 1,215,000.00 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|---|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| | 5214 | prestations des centres de planification et d'éducation familiale | 900,000.00 | | 875,000.00 |
| | 5215 | lutte contre les fléaux sociaux | 540,000.00 | | 440,000.00 |
| | 5216 | crèche Laëtitia | 330,000.00 | | 330,000.00 |

DGA Infrastructures de transports, Mobilité et Bâtiments

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|---|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | AP 2022-1121 | Opérations génériques ex-RD | 45 200 000 | 15 200 000 | 30 000 000 |
| AP | AP 2022-1132 | Opérations génériques ex-RT | 21 000 000 | 10 200 000 | 10 800 000 |
| AP | 1132CL001 | Doublement des créneaux de dépassement de San Ghjorghju, Casalabriva et Tavera | 4 620 000 | 2 000 000 | 2 620 000 |
| AP | (1132) RA19E05 | Reconstitution Chaussée Pisciatellu | 5 500 000 | 4 000 000 | 1 500 000 |
| AP | (1132) 12120074E | Tunnel de Bastia - Etudes | 7 105 000 | 2 105 000 | 5 000 000 |
| AP | 1121M009 | Aménagement des carrefours de Vulpaghja, Pisci Rossa et U Pichju et création d'une VSVL. | 4 700 000 | 3 300 000 | 1 400 000 |
| AP | 1132P068 | Requalification de la voirie et création d'un itinéraire cyclopiéton depuis A Bastilicaccia (lieu-dit Pisciatellu) jusqu'à Purtichju. | 1 100 000 | 0 | 1 100 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-------------------------|--------------------------------------|---|---|--|---|
| AP | 1151CL119 | Transfert du dépôt de Bastia à Casamozza | 8 500 000 | 4 700 000 | 3 800 000 |
| AP | 1151M023 | Rénovation de 5 ponts | 14 200 000 | 10 300 000 | 3 900 000 |
| AP | 1151P043 | Gestion de la circulation du réseau CCVU | 36 600 000 | 34 600 000 | 2 000 000 |
| AP | 1151P036 | Mise à niveau du périurbain bastiais | 3 600 000 | 2 800 000 | 800 000 |
| AP | (1141) TRAVERBA1 | Travaux de confortement – Port d'Erbalunga | 1 140 000 | 890 000 | 250 000 |
| AP | (1141) TRAVERSANT1 | Travaux de confortement – Port de Santa Severa | 1 390 000 | 1 190 000 | 200 000 |
| AP | (1141) 1313J0002 | Réfection du quai IV – Port de Bunifaziu | 8 980 000 | 8 180 000 | 800 000 |
| AP | 1141P010 | Port de Prupià – Réparation des ouvrages de protection | 700 000 | 0 | 700 000 |
| AP | 1141CL0003 | Travaux de réparation des ouvrages portuaires de Bastia | 35 195 000 | 27 195 000 | 8 000 000 |
| AP | 1144P007 | Aéroport de Figari – participation CDC | 1 600 000 | 0 | 1 600 000 |
| AP | 4412N001 | Restauration du Château de la Punta | 5 000 000 | 4 500 000 | 500 000 |
| AP | 6171P005 | Solde des anciennes opérations de bâtiments techniques Pumonte | 140 000 | 0 | 140 000 |
| AP | 6171P006 | Atelier d'AFA | 3 000 000 | 0 | 3 000 000 |

DGA Stratégie de l'innovation et de la transformation

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|--|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | AP-2022-1212 | AP-2022-Réseau très haut débit - Usages et sécurité | 1 050 000€ | 0€ | 1 050 000€ |
| AE | AP-AE : AE-2022 | AE-2022-Réseau très haut débit - Usages et sécurité | 1 045 000€ | 0€ | 850 000€ |
| AP | AP-2022-6143 | AP-2022-SIG | 200 000€ | 0€ | 200 000€ |
| AE | AE-2022-6143 | AE-2022-SIG | 456 000€ | 0€ | 256 000€ |
| AE | AE-2022-6131 | Programme d'évaluation 2023 | 100 000€ | 0€ | 100 000€ |
| AE | AE-2022-2133 | Programme d'actions pour l'innovation technologique 2022 | 240 000 € | 0€ | 240 000 € |

DGA Education, Enseignement, Formation, Langue Corse

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant disponible à nouveau | Date dél CE |
|----------|------------------------------|--|----------------------------|------------------------------|-------------------------|
| | 4313 | Diffusion linguistique | 8 365,22 € | 400 000 € | n° 22-470 du 12/07/2022 |
| | 4612 | Actions transversales éducation | 22 000 € | 166 000 € | n° 22-483 du 12/07/2022 |
| | 4612 | Actions transversales éducation – Achat d'objets publicitaires pour la promotion des actions menées en matière d'éducation | 30 000 € | 174 000 € | n° 22-507 du 19/07/2022 |
| 932 | 4114 | IFMS AIACCIU IFSH-IFAS-IFAP de BASTIA | 4 190 280 € | 1 757 320 € | n° 22-545 du 26/07/2022 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant disponible à nouveau | Date dél CE |
|----------|------------------------------|--|----------------------------|------------------------------|-------------------------|
| 902 | 4114 | IFSH-IFAS-IFAP de BASTIA – équipement 2020 | 42 000 € | 96 343,20 € | n° 22-545 du 26/07/2022 |
| 932 | 4128 | Subventions complémentaires aux EPLE | 414783 € | 521828 € | n° 22-546 du 26/07/2022 |
| 932 | 4612 | Création de supports de communication pour les opérations éducation, enseignement et formation | 5 000 € | 139 000 € | n° 22-634 du 20/09/2022 |
| 902 | 4114 | Formations sanitaires et sociales – acquisition d'outils numériques | 56 647,20 € | 39 696,10 € | n° 22-635 du 20/09/2022 |
| 932 | 4128 | Individualisation subventions complémentaire aux EPLE | 314 066 € | 207 762 € | n° 22-671 du 04/10/2022 |
| 632 | 4114 | Formation sanitaire et sociale – IFAS de BASTIA | 37 247 € | 1 108 324 € | n° 22-697 du 11/10/2022 |
| 932 | 4311 | Langue corse – formation et enseignement Avenant n° conventions GIPACOR CdC | 200 000 € | 1 648 500 € | n° 22-708 du 18/10/2022 |
| 932 | 4128 | 5 ^{ème} individualisation – subventions complémentaires de fonctionnement des EPLE | 200 300 € | 7 462 € | n° 22-729 du 18/10/2022 |
| 932 | 4129 | Education 2 nd degré – subvention transport des élèves classes de SEGPA | 19 521,79 € | 684 027,21 € | n° 22-733 du 18/10/2022 |
| 932 | 4129 | Education 2 nd degré – aide au fonctionnement des sections sportives scolaires APPN | 21 000 € | 663 027,21 € | n° 22-734 du 18/10/2022 |
| 932 | 4129 | Education 2 nd degré – Aide au fonctionnement « chant, musique et danse » | 4 000 € | 659 027,71 € | n° 22-735 du 18/10/2022 |
| 932 | 4129 | Education 2 nd degré – Aide à l'option théâtre | 33 330,58 € | 625 696,63 € | n° 22-736 du 18/10/2022 |
| 932 | 4129 | Education 2 nd degré – Plan supplémentaire d'équipement des EPLE – PSE 2022 | 307 050 € | 805 554 € | n° 22-738 du 18/10/2022 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant disponible à nouveau | Date dél CE |
|-----------------|----------------------------------|--|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------|
| 932 | 4114 | Formation sanitaire et sociale – Institut de formation d'ambulancier (IFA 2A) année 2022 | 46 000 € | 1 062 324 € | n° 22-790 du 08/11/2022 |
| 932 | 4129 | Education 2 nd degré EPLE – Financement des dotations PAESE année scolaire 2022/2023 | 235 000 € | 390 736,63 € | n° 22-791 du 08/11/2022 |
| 932 | 4129 | Education 2 nd degré EPLE – Soutien au projet éducatif innovant du lycée privé Saint Paul | 14 485 € | 376 251,63 € | n° 22-792 du 08/11/2022 |
| 932 | 4129 | Education 2 nd degré EPLE – Financement du transport salon des formations et des métiers à Biguglia du 10 au 13 octobre | 3 223,10 € | 372 988,53 € | n° 22-822 du 15/11/2022 |
| 932 | 4119 | Diffusion CST2I – « Ateliers scientifiques 2022/2023 collèges et lycées de Corse 2022/2023 » | 15 900 € | 878 192,51 € | n° 22-825 du 15/11/2022 |
| 932 | 4114 | Formation sanitaire et sociale – Institut de formation d'ambulancier (IFA 2B) année 2022 | 84 000 € | 461 533,00 € | n° 22-826 du 15/11/2022 |
| 932 | 4128 | Fct Ets du 2 nd degré Subventions complémentaires des EPLE | 307 460 € | 2 € | n° 22-823 du 15/11/2022 |
| 902 | 4124 | Aménagement numérique des EPLE – Acquisition d'un véhicule à destination des EPLE | 14 000 € | 886 000 € | n° 22-828 du 15/11/2022 |
| 932 | 4129 | Education 2 nd degré EPLE – Aide au fonctionnement de la section sportive scolaire rugby 2021/2022 et 2022/2023 | 8 960 € | 364 068,53 € | n° 22-888 du 29/11/2022 |
| 932 | 4116 | Accompagnement éducatif territorial Aide en faveur du secteur associatif | 25 940 € | 357 985 € | n° 22-890 du 29/11/2022 |
| 932 | 4116 | Accompagnement éducatif territorial | 90 000 € | 267 985 € | n° 22-891 du 29/11/2022 |
| 932 | 4116 | Accompagnement éducatif territorial – organisations cérémonies liées aux appels à projets 2022/2023 | 50 000 € | 217 985 € | n° 22-892 du 29/11/2022 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant disponible à nouveau | Date dél CE |
|----------|--|--|----------------------------|------------------------------|-------------------------|
| 902 | 4110 – 4121 – 4122 – 4123 – 4124 – 4126 – 4127 - | Maintenance générale EPLE – Travaux de bâtiments EPLE – Logements de fonction EPLE – Sécurité et sûreté EPLE – Aménagement numérique EPLE – Hygiène alimentaire EPLE – Education physique EPLE - | 1 200 000 € | 0 € | n° 22-893 du 29/11/2022 |
| 932 | 4116 | Accompagnement éducatif territorial – Projets « cité éducative de BASTIA » | 55 000 € | 162 985 € | n° 22-894 du 29/11/2022 |
| 932 | 4116 | Accompagnement éducatif territorial – « Appel à projets Educ'Altitudine/Educ'Attitudine année 2022/2023 | 113 706 € | 49 279 € | n° 22-895 du 29/11/2022 |
| 932 | 4113 | Formations supérieures – Avenant n° 1 convention dispositif territorial d'allocation doctorale de recherche 2017/2022 | 9 408 € | 1 238 892 € | n° 22-896 du 29/11/2022 |
| 932 | 4119 | Diffusion CST2I – Projet A Corsica Terra d'Apa 2022/2023 Association A Rinascita | 36 065,78 € | 855 126,73 € | n° 22-899 du 29/11/2022 |
| 932 | 4129 | Education 2 nd degré EPLE – Soutien au projet éducatif innovant des collèges du TARAVU et de PRUPIA | 69 550 € | 294 478,53 € | n° 22-900 du 29/11/2022 |
| 932 | 4116 | Accompagnement éducatif territorial | 35 000 € | 14 279 € | n° 22-957 du 06/12/2022 |
| 902 | 4129 | Subvention exceptionnelle d'équipement Lycée Paul VINCENSINI | 289 230 € | 516 324 € | n° 22-958 du 06/12/2022 |
| 932 | 4129 | Accompagnement scolaire – soutien projets éducatifs | 6 500 € | 288 018,53 € | n° 22-959 du 06/12/2022 |
| 932 | 4311 | Conseil linguistique – prix Andria FAZI | 15 000 € | 235 312 € | n° 22-977 du 13/12/2022 |

DGA Culture, Patrimoine, Sport et Jeunesse

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € BP + BS | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation | N° délib |
|----------|------------------------------|---|---------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------|----------------------------|
| 903 | 4438 | Patrimoine – investissement – programme d'activités du musée d'Aleria | | | 425 000 € | N° 22-485 CE du 12/07/2022 |
| 933 | 4423 | Corsica pôle tournages | | | 3 000 € | N° 22-552 CE du 26/07/2022 |

DGA Aménagement et Développement du territoire

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 3221 | Protection des milieux aquatiques | 550 000 | 0 | 550 000 |
| AE | 3221 | Protection des milieux aquatiques | 90 000 | 0 | 90 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 3223 | Lutte Anti Vectorielle | 30 000 | 0 | 30 000 |
| AE | 3223 | Lutte Anti Vectorielle | 200 000 | 0 | 200 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|-------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 3224 | Génie sanitaire et écologique | 0 | 00 | 0 |
| AE | 3224 | Génie sanitaire et écologique | 300 000 | 0 | 300 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--|---|
| AP | 3226 | Plan régional santé environnement | 0 | 0 | 0 |
| AE | 3226 | Plan régional santé environnement | 90 000 | 0 | 90 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--|---|
| AP | 5217 | Petrapola | 0 | 0 | 0 |
| AE | 5217 | Petrapola | 40 000 | 0 | 40 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--|---|
| AP | 32190 | Espaces et Sites de Pleine Nature | 678 700 | 0 | 548 700 |
| AE | 32190 | Espaces et Sites de Pleine Nature | 25 500 | 0 | 25 500 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--|---|
| AP | 3171 | Protection des Incendies | 2 600 000 | 0 | 2 600 000 |
| AE | 3171 | Protection des Incendies | 147 503 | 0 | 147 503 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--|---|
| AP | 2121 | Forêt | 1 200 000 | 0 | 1 200 000 |
| AE | 2121 | Forêt | 800 000 | 0 | 800 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 3215 | Sites ENS Soutien des Partenaires | 370 300 | 0 | 370 300 |
| AE | 3215 | Sites ENS Soutien des Partenaires | 859 000 | 0 | 859 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|----------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 32210 | RN Etang de Biguglia | 13 000 | 0 | 13 000 |
| AE | 32210 | RN Etang de Biguglia | 0 | 0 | 0 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|--------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 3216 | Littoral | 0 | 0 | 0 |
| AE | 3216 | Littoral | 45 000 | 0 | 45 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|--------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 3133 | Comité de Massif | 9 500 000 | 0 | 9 372 026,35 |
| AE | 3133 | Comité de Massif | 1 700 000 | 0 | 675 490,79 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|----------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 3134 | Syndicat Départemental d'Energie | 10 800 000 | 0 | 0 |
| AE | 3134 | Syndicat Départemental d'Energie | 500 000 | 0 | 500 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-------------------------|--|---|---|--|---|
| AP | 2126 | Syndicat Mixte de l'Abattage Corse (SMAC) | 0 | 0 | 0 |
| AE | 2126 | Syndicat Mixte de l'Abattage Corse | 3 500 000 | 0 | 3 500 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-------------------------|--|---|---------------------------------------|--|---|
| AP | 3142 | Dotations aux Communes Rurales- DQ - DE | 18 448 262,06 | 0 | 17 929 277,29 |
| AE | 3142 | Dotations aux Communes Rurales DQ - DE | 9 000 | 0 | 9 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-------------------------|--|--------------------------------|---|--|---|
| AP | 3146 | Fonds de Territorialisation | 6 300 000 | 0 | 2 681 661 |
| AE | 3146 | Fonds de Territorialisation | 350 000 | 0 | 0 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-------------------------|--|---------------------------|---------------------------------------|--|---|
| AP | 3151 | Habitat Logement | 15 141 239,89 | 0 | 15 130 022,89 |
| AE | 3151 | Habitat Logement | 200 000 | 0 | 180 720 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--|---|
| AP | 3161 | Investir pour le logement | 0 | 0 | 0 |
| AE | 3161 | Investir pour le logement | 0 | 0 | 0 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--|---|
| AP | 3174 | Participation SIS | 13 864 100 | 0 | 13 864 100 |
| AE | 3174 | Participation SIS | 51 436 | 0 | 51 436 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--|---|
| AP | 3147 | Fonds de Solidarité Territoriale | 12 400 000 | 0 | 12 299 548 |
| AE | 3147 | Fonds de Solidarité Territoriale | 0 | 0 | 0 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--|---|
| AP | 3141 | Equipements Collectifs | 683 520 | 0 | 263 389 |
| AE | 32190 | Equipements Collectifs | 0 | 0 | 0 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--|---|
| AP | 3143 | Charte Urbaine | 2 000 000 | 0 | 0 |
| AE | 3143 | Charte Urbaine | 0 | 0 | 0 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|--------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 3144 | AEP/Assainissement | 9 000 000 | 0 | 8 913 336,74 |
| AE | 3144 | AEP/Assainissement | 0 | 0 | 0 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 314200 | Dotations aux Communes Urbaines DQ-DE | 8 050 000 | 0 | 7 345 307 |
| AE | 31420 | Dotations aux Communes Urbaines DQ-DE | 0 | 0 | 0 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|---------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 21191 | Ingénierie Agricole | 0 | 0 | 0 |
| AE | 21191 | Ingénierie Agricole | 400 000 | 0 | 400 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|--------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 20141 | Bains de Baracci | 0 | 0 | 0 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|----------|------------------------------|--|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| AP | 3145 | Aménager le rural dans le domaine des OM | 0 | 0 | 0 |
| AE | 3145 | Aménager le rural dans le domaine des OM | 0 | 0 | 0 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-------------------------|--|---------------------------|---|--|---|
| AP | 3225 | SDAGE | 0 | 0 | 0 |
| AE | 3225 | SDAGE | 160 000 | 0 | 156 000 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-------------------------|--|---|---|--|---|
| AP | 5112 | Aider les associations du secteur social | 0 | 0 | 0 |
| AE | 5112 | Aider les associations du secteur social | 0 | 0 | 0 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-------------------------|--|---------------------------|---|--|---|
| AP | 3131 | Vie associative | 281 700 | 0 | 281 700 |
| AE | 3131 | Vie associative | 1 000 000 | 0 | 947 702 |

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-------------------------|--|------------------------------|---|--|---|
| AP | 3132 | Développement Territorial | 15 000 | 0 | 15 000 |
| AE | 3132 | Développement Territorial | 450 000 | 0 | 429 936 |

DGA Prospective, Finances, Affaires européennes et méditerranéennes, Relations internationales et Programmes contractualisés

| AP ou AE | Programme européen | Montant en € |
|-----------------|---|--|
| AP | FEDER (2322Inves) | 15 706 454,86 € affectés 23 250 € désaf |
| AE | FSE (2322 Fonctionnement) | 4 017 975,87 € |
| AP | FEDER (REACT EU – 2324) Invest | 14 793 028,27 € |
| AE | Coop décentralisée 2216 fonctionnement | 25 9226 € |
| | AT FEDER 2212 | 470 000 € |
| AE | AT FEADER 2311 fonctionnement | 30 000 € |

DGA Ressources humaines

| AP ou AE | N° AP/AE (1 ligne par AP) | Libellé de l'AP/AE | Montant total inscrit en € | Montant précédemment affecté en € | Montant de l'affectation du semestre |
|-----------------|--------------------------------------|--|-----------------------------------|--|---|
| AP | 6142N011 | Acquisition de matériels d'infrastructures | 500.000 € | | 500.000 € |
| AP | 6142M002 | Acquisition matériels informatique et téléphonie | 1.000.000 € | | 1.000.000 € |
| AP | 6142N006 | SI dématérialisation | 200.000 € | | 200.000 € |
| AP | 6142N009 | SI transports / Infrastructures | 50.000 € | | 50.000 € |
| AP | 6142010 | Transformation numérique | 125.000 € | | 125.000 € |
| AE | 6143P003 | Projets d'infrastructure système d'information | 561.000 € | | 561.000 € |
| AE | 6124P004 | Projet service IT | 500.000 € | | 500.000 € |
| AE | AE-2022-6164 | AE-2022-Formation | 490 000.00€ | 390 000.00€ | 100 000.00€ |

23. • Exercer au nom de la Collectivité les droits de préemption dont celle-ci est titulaire ou délégataire en application du Code de l'urbanisme ; et également déléguer l'exercice de ce droit, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions fixées par l'Assemblée de Corse :

DGA Patrimoine de la Collectivité, Moyens généraux et Commande publique

| Commune | Références cadastrales | Surfaces et prix | Vendeur | Acquéreur potentiel |
|--|---|--|---|---|
| Ruglianu | E n° 148-E335 | 24 ares 42 centiares 1221,00 € | Consorts CAUVIN | Conservatoire du Littoral |
| Ruglianu | E n° 6 ,8 ,30,40 162,243,244,245,246 ,247256,257,564,811 , 817,823,829 | 5 hectares 5ares 95 centiares 27 775,00 € | Association Diocésaine d'Ajaccio | Conservatoire du Littoral |
| Ruglianu | E n°180,186,184,141, D n°155,199 | 38 ares 62 centiares 40 470,00 € | BLASINI C. | Conservatoire du Littoral |
| Lucciana | AN n° 328 - AO 1 | 8 hectares 4 ares 63 centiares 104 600,00 € | SARL UNO S.R.L. | Conservatoire du Littoral |
| U Borgu | A n° 407 A 408 A 765 A767 | 2 hectares 30 ares 52 centiares 27 670, 00 € | Consorts FARUGIA | Conservatoire du Littoral |
| Ruglianu | E n°174 F 49 D 138 D 154 D 158 | 5 hectares 94 ares centiares 29 738,00 € | Consorts FARNOCCHI A | Conservatoire du Littoral |
| BUNIFAZIU Ile de Cavaddu Renonciation expresse à préemption en date du 04/08/2022 | Section Q n°615, lot de copropriété n°46 | Un appartement de 87,38 m² Prix : 500 000,00 € avec en sus 25 000,00 € de commission à la charge des acquéreurs | SCI ORCHIS | Mrs Edoardo et Matteo BONACINA |
| BUNIFAZIU Lieudit Finosa Renonciation expresse à préemption en date du 06/10/2022 | Section F n°204 | Une parcelle de terre d'une contenance de 03ha 16a 35ca Prix : 25 300,00 € | Mme Anne Marie GIOVANANG ELI | Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres |
| PIANOTTULI È CALDAREDDU Lieu-dit Turchi Arrêté préemption n°2022-21029 en date du 26/10/2022 ayant fait l'objet d'un retrait par arrêté n°2023-1531 du 25/01/2023 | Section D n°330 et 331 | Deux parcelles de terre sises d'une contenance totale de 03ha 73a 32ca Prix : 44 798,00 € | Mmes Josette POLI et Josiane POLI | Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres |

24. • Prendre toutes mesures d'application (affectation et individualisation) des règlements d'aides et des schémas territoriaux, dans la limite des plafonds prévus et dans le cadre des modalités fixées auxdits règlements et schémas approuvés par l'Assemblée de Corse :

DGA Affaires Sanitaires et Sociales

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € |
|--|--|-------------------------|---|--------------------|
| règlement des interventions en matière sociale, médico-sociale et de santé | 20/148 AC | 60 | association (41) collectivité territoriale (3) établissement public administratif (12) entreprise (2) personne physique (2) | 2,101,735.11 |
| règlement des aides et des actions sociales et médico-sociales | 21/092 AC 21/151 AC 22/053 AC 22/174 CP | 8 | association (5) personne physique (3) | 103,980.84 |
| schéma directeur de l'autonomie | 21/219 AC 22/114 AC | 62 | association (37) établissement public administratif (4) entreprise (21) | 2,250,000.00 |
| Salvezza è rilanciu | 20/200 AC | 0 | non individualisé | 90,000.00 |

DGA Education, Enseignement, Formation, Langue Corse

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | |
|--|--|-------------------------|------------------------|--------------------|-------------------------|
| Schéma d'aide à la réussite, à la vie étudiante, à la formation professionnelle et à l'apprentissage 2019-2023 – Mesure 2 « aide aux dépenses de rentrée pour les étudiants boursiers inscrits dans un cursus post-bac en Corse » Mesure 22 « aide à la restauration et compensation du reste à charge | N° 19/317 AC du 27/09/2019 N° 21/089 AC du 30/04/2021 | 1 | CROUS de Corse | 1 152 012,5 1 € | n° 22-547 du 26/07/2022 |
| Schéma d'aide à la réussite, à la vie étudiante, à la formation professionnelle et à l'apprentissage 2019-2023 – Mesure 7 « aide au stage et séjour d'études à l'international pour les étudiants en formation initiale inscrits à l'Université de Corse Mesure 9 « aide au stage et séjour d'études en Corse, en France et en DROM-COM, pour les étudiants inscrits en formation initiale à l'université de Corse | N° 19/317 AC du 27/09/2019 N° 21/089 AC du 30/04/2021 | 1 | UNIVERSIT A DI CORSICA | 450 000 € | n° 22-550 du 26/07/2022 |

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | |
|---|--|--------------------------------|------------------------------|---------------------------|-------------------------|
| Conseil linguistique – Aides pour le développement, la promotion et la diffusion de la langue corse | N° 15/037 AC du 13/03/2015 N° 15/080 AC du 16/04/2015 N° 15/083 AC du 16 avril 2015 N° 20/144 AC du 5/11/2020 | 4 | Associations | 51 000 € | n° 22-595 du 13/09/2022 |
| Langue corse - formation | N° 15/037 AC du 13/03/2015 N° 15/080 AC du 16/04/2015 N° 15/083 AC du 16/04/2015 | 1 | Société | 150 000 € | n° 22-690 du 11/10/2022 |
| Langue corse - formation | N° 15/037 AC du 13/03/2015 N° 15/080 AC du 16/04/2015 N° 15/083 AC du 16/04/2015 | 1 | Société | 60 000 € | n° 22-691 du 11/10/2022 |
| Langue corse - formation | N° 15/037 AC du 13/03/2015 N° 15/080 AC du 16/04/2015 N° 15/083 AC du 16/04/2015 | 1 | Société | 30 000 € | n° 22-692 du 11/10/2022 |
| Langue corse – formation et enseignement | N° 15/037 AC du 13 mars 2015 N° 15/080 AC du 16 avril 2015 N° 15/083 AC du 16 avril 2015 | 9 | Etudiants | 45 000 € | n° 22-710 du 18/10/2022 |

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | |
|--|--|--------------------------------|--|---------------------------|-------------------------|
| Langue corse – Diffusion linguistique | N° 15/037 AC du 13 mars 2015 N° 15/080 AC du 16 avril 2015 N° 15/083 AC du 16 avril 2015 | 1 | Association | 18 500 € | n° 22-711 du 18/10/2022 |
| Langue corse – Diffusion linguistique | N° 15/037 AC du 13 mars 2015 N° 15/080 AC du 16 avril 2015 N° 15/083 AC du 16 avril 2015 | 1 | Société | 20 000 € | n° 22-712 du 18/10/2022 |
| Langue corse – Diffusion linguistique | N° 15/037 AC du 13 mars 2015 N° 15/080 AC du 16 avril 2015 N° 15/083 AC du 16 avril 2015 | 1 | Media bilingue | 20 000 € | n° 22-713 du 18/10/2022 |
| Langue corse – Diffusion linguistique | N° 15/037 AC du 13 mars 2015 N° 15/080 AC du 16 avril 2015 N° 15/083 AC du 16 avril 2015 | 5 | Associations – SCIC ateliers immersifs – Fédération des groupements corses – club tennis | 23 901 € | n° 22-714 du 18/10/2022 |
| Schéma d'aide à la réussite et à la vie étudiante, à la formation professionnelle et à l'apprentissage pour la période 2019/2023 | N° 19/317 AC du 27/09/2019 N° 21/089 AC du 30/04/2021 | 114 | Etudiants | 122 229 € | n° 22-731 du 18/10/2022 |
| Schéma d'aide à la réussite et à la vie étudiante, à la formation professionnelle et à l'apprentissage pour la période 2019/2023 | N° 19/317 AC du 27/09/2019 N° 21/089 AC du 30/04/2021 | 14 | Etudiants | 14 000 € | n° 22-732 du 18/10/2022 |
| Langue Corse – Formation et enseignement | N° 15/037 AC du 13/03/2015 N° 15/080 AC du 16/04/2015 N° 15/083 AC du 16/04/2015 | 1 | Association | 14 520 € | n° 22-750 du 25/10/2022 |

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | |
|--|--|-------------------------|-----------------------|--------------------|-------------------------|
| Schéma d'aide à la réussite et à la vie étudiante, à la formation professionnelle et à l'apprentissage pour la période 2019/2023 | N° 19/317 AC du 27/09/2019 N° 21/089 AC du 30/04/2021 | 219 | Etudiants | 216 791 € | n° 22-757 du 25/10/2022 |
| Aide a fonctionnement des filières bilingues du 2 nd degré année scolaire 2022/2023 | N° 15/037 AC du 13/03/2015 N° 15/080 AC du 16/04/2015 N° 15/083 AC du 16/04/2015 | 32 | Collèges + lycées | 100 000 | n° 22-765 du 08/11/2022 |
| Schéma d'aide à la réussite et à la vie étudiante, à la formation professionnelle et à l'apprentissage pour la période 2019/2023 - revalorisation du dispositif d'aide à l'insertion – mesure 32 | N° 19/317 AC du 27/09/2019 N° 21/089 AC du 30/04/2021 | | Demandeurs d'emploi | 60 000 € | n° 22-788 du 08/11/2022 |
| Langue Corse – diffusion linguistique | N° 15/037 AC du 13 mars 2015 N° 15/080 AC du 16 avril 2015 N° 15/083 AC du 16 avril 2015 | 1 | Media | 20 000 € | n° 22-915 du 06/12/2022 |

DGA Culture, Patrimoine, Sport et Jeunesse

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | N° délib |
|---|----------------------------|-------------------------------|---|--------------------|----------------------------|
| Dispositif « aide aux ligues et comités sportifs » saisons sportives 2021/2022 et 2022/2023 | N° 20/220 AC du 21/12/2020 | 6 | Comité Régional Corse de Gymnastique Ligue Corse de Handbal Comité Territorial Sport pour Tous Comité Départemental USEP Haute Corse Ligue Corse de Triathlon Ligue Corse de Volley Ball | 105 200 € | N° 22-471 CE du 12/07/2022 |
| Règlement des aides en faveur de la jeunesse « u pattu di a Ghjuventù » Mesure Prima Strada | N° 22/004 AC du 27/01/2022 | 4521 (aides pour la jeunesse) | Particuliers | 29 494 € | N° 22-472 CE du 12/07/2022 |

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | N° délib |
|--|--|--------------------------------|---|---------------------------------|----------------------------------|
| Règlement des aides action culturelle et action patrimoniale | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 18/187 AC du 28/06/2018 N° 20/028 AC du 13/02/2020 N° 21/060 AC du 26/03/2021 | 1 | Ville de BASTIA | 175 000 € | N° 22-498 CE du 12/07/2022 |
| Aides pour la culture | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 21/060 AC du 26/03/2021 | 6 | 5 associations 1 Ville de Portivechju | Fct 121 500 € Inv 3 000 € | N° 22-486 CE du 12/07/2022 |
| Aides pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 | 4 | Associations | Fct 60 000 € Inv 22 170 € | N° 22-487 CE du 12/07/2022 |
| Aides pour la culture | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 21/060 AC du 26/03/2021 | 7 | 2 associations 5 communes | Fct 27 215 € Inv 11 060 € | N° 22-489 CE du 12/07/2022 |
| Aides pour la culture | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 20/098 AC du 30/07/2020 N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 21/205 CP du 17/11/2021 | 11 | Particuliers | 50 000 € | N° 22-490 CE du 12/07/2022 |
| Dispositif aide aux sportifs de haut niveau | N° 20/220 AC du 21/12/2020 | 3 | Sportifs | 3 500 € | N° 22-527 CE du 26/07/2022 |
| Dispositif « projets d'animation et de développement) | N° 20/220 AC du 21/12/2020 | 37 | Clubs | 203 000 € | N° 22-528 CE du 26/07/2022 |

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | N° délib |
|--|--|--------------------------------|---|---------------------------|----------------------------------|
| Aides pour la culture | N° 17/136 AC du 01/07/2017 N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 20/173 CP du 25/11/2020 N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 33 | Particuliers SARL SAS | 1 160 600 € | N° 22-553 CE du 26/07/2022 |
| Aides pour la culture Programme annuel d'activités 2022 | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 1 | Association CADC Una Volta - BASTIA | 325 000 € | N° 22-554 CE du 26/07/2022 |
| Aides pour la culture Bourses aux jeunes talents | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 1 | Etudiant | 2 500 € | N° 22-555 CE du 26/07/2022 |
| Aides au sport Aide aux clubs évoluant en National | N° 20/220 AC du 21/12/2020 | 2 | Clubs sportifs | 5 500 € | N° 22-529 CE du 26/07/2022 |
| Aides au sport Dispositif « équipements et mobilier sportifs » | N° 20/220 AC du 21/12/2020 | 11 | 1 EPCI 10 communes | 758 352,11 € | N° 22-530 CE du 26/07/2022 |
| Aides au sport Aide à l'organisation de manifestations sportives et compétitives | N° 20/220 AC du 21/12/2020 | 17 | Associations organisatrices | 229 000 € | N° 22-568 CE du 26/07/2022 |
| Règlement des aides en faveur de la jeunesse « u pattu di a Ghjuventù » Mesure Prima Strada | N° 18/113 AC du 27/04/2018 N°20/167 AC du 06/11/2020 N° 22/004 AC du 27/01/2022 | 15 | Communes associations | 276 458 € | N° 22-531 CE du 26/07/2022 |

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | N° délib |
|--|--|--------------------------------|---|---------------------------|----------------------------------|
| Aide pour la promotion de la culture | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 2 | Associations | 17 000 € | N° 22-585 CE du 06/09/2022 |
| Aides pour le sport | N° 20/220 AC du 21/12/2020 N° 21/064 CP Du 28/04/2020 | 1 | Marché du Raid Oxy'jeunes | 54 000 € | N° 22-598 CE du 13/09/2022 |
| Aides pour la culture | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 1 | Association COPEAM (ROME) Cotisation 2022 | 10 000 € | N° 22-608 CE du 13/09/2022 |
| Aides pour le patrimoine | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 18/392 AC du 25/10/2022 | 1 | | 80 000 € | N° 22-610 CE du 13/09/2022 |
| Aides pour la culture | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 3 | Editions livres – Commune de BUNIFAZIU | 1 200 € | N° 22-611 CE du 13/09/2022 |
| Aides pour le patrimoine et la culture | N° 02/184 AC du 26/07/2002 N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 20/173 CP du 25/11/2020 N° 21/060 AC du 26/03/2021 | 1 | Cinéma | 5 280 € | N° 22-636 CE du 20/09/2022 |

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | N° délib |
|--|--|--------------------------------|------------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| Aides pour le patrimoine et la culture | N° 22/084 CP du 29/06/22 | | | | |
| Aide pour la culture | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 1 | Particulier | 6 000 € | N° 22-637 CE du 20/09/2022 |
| Aide pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 2 | Associations | 33 000 € | N° 22-675 CE du 04/10/2022 |
| Aide pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 2 | Associations | 70 000 € | N° 22-676 CE du 04/10/2022 |
| Aide pour la culture | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 18/114 AC du 27/04/2018 N° 18/187 AC du 28/06/2018 | 2 | Lycées | 7 434,20 € | N° 22-739 CE du 18/10/2022 |
| Aide pour la culture | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 21/060 AC du 26/03/2021 | 12 | Artistes + galleries | 142 772,60 € | N° 22-742 CE du 18/10/2022 |
| Aide pour la culture | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 1 | Association | 16 841 € | N° 22-744 CE du 18/10/2022 |
| Aide pour la culture | N° 17/284 AC du 21/09/2017 | 3 | Particuliers | 2500 € | N° 22-746 CE du 18/10/2022 |

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | N° délib |
|--------------------------------|---|--------------------------------|------------------------------|---------------------------|----------------------------|
| Aide pour la jeunesse | 22/004 AC du 27/01/2022 | 2 | Collectivités | 34 642 € | N° 22-716 CE du 18/10/2022 |
| Aide en faveur du sport | N° 20/220 AC du 21/12/2020 n° 21/064 CP du 28/04/2021 | 61 | Sportifs | 73 063 € | N° 22-752 CE du 26/10/2022 |
| Aide en faveur du sport | N° 20/220 AC du 21/12/2020 n° 21/064 CP du 28/04/2021 | 8 | Communes - associations | 147 762,42 € | N° 22-767 CE du 08/11/2022 |
| Aide en faveur de la jeunesse | 18/113 AC du 27/04/2018 n° 20/167 AC du 06/11/2020 n° 22/004 AC du 27/01/2022 | 7 | Communes - Associations | 102 774 € | N° 22-769 CE du 08/11/2022 |
| Aide en faveur du sport | N° 20/220 AC du 21/12/2020 n° 21/064 CP du 28/04/2021 | 10 | Associations | 150 500 € | N° 22-771 CE du 08/11/2022 |
| Aide en faveur du sport | N° 20/220 AC du 21/12/2020 n° 21/064 CP du 28/04/2021 | 15 | Ligues et comites | 869 935 € | N° 22-772 CE du 08/11/2022 |
| Aide en faveur de la jeunesse | N°20/167 AC du 06/11/2020 n° 22/004 AC du 27/01/2022 | 5 | Associations | 22 630 € | N° 22-773 CE du 08/11/2022 |
| Aide en faveur du sport | N° 20/220 AC du 21/12/2020 | 1 | Club | 120 000 € | N° 22-774 CE du 08/11/2022 |
| Aide en faveur du sport | N° 20/220 AC du 21/12/2020 | 15 | Clubs | 875 635 € | N° 22-775 CE du 08/11/2022 |

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | N° délib |
|----------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| Aide en faveur du sport | N° 20/220 AC du 21/12/2020 n° 21/064 CP du 28/04/2021 | 2 | Clubs | 2 000 € | N° 22-776 CE du 08/11/2022 |
| Aide en faveur du sport | N° 20/220 AC du 21/12/2020 | 1 | SGCE | 300 000 € | N° 22-777 CE du 08/11/2022 |
| Aide pour le patrimoine | N° 18/392 AC du 22/07/2018 | 4 | Associations | 20 573,81 € | N° 22-793 CE du 08/11/2022 |
| Aide pour le patrimoine | N° 18/392 AC du 22/07/2018 | 18 | Communes | 1 743 489,26 € | N° 22-794 CE du 08/11/2022 |
| Aide pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 32 | Particuliers + sociétés | 875 450 € | N° 22-795 CE du 08/11/2022 |
| Aide pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 | 4 | Particulier + associations | 134 000 € | N° 22-796 CE du 08/11/2022 |
| Aide pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 23 | Etudiants | 68 500 € | N° 22-831 CE du 15/11/2022 |
| Aide pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 2 | Associations | 210 000 € | N° 22-901 CE du 29/11/2022 |
| Aide pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 1 | Association | 20000 € | N° 22-902 CE du 29/11/2022 |
| Aide pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 1 | Association | 90 000 € | N° 22-903 CE du 29/11/2022 |
| Aide en faveur de la jeunesse | N°20/167 AC du 06/11/2020 n° 22/004 AC du 27/01/2022 | 3 | Associations | 31 000 € | N° 22-865 CE du 29/11/2022 |

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | N° délib |
|--------------------------------|---|--------------------------------|---|---------------------------|----------------------------------|
| Aide en faveur de la jeunesse | N°20/167 AC du 06/11/2020 n° 22/004 AC du 27/01/2022 | 1 | Commune | 11 000 € | N° 22-866 CE du 29/11/2022 |
| Aide en faveur du sport | N°20/220 AC du 06/11/2020 n° 21/064 AC du 28/04/2021 | 127 | Clubs sportifs | 150 639 € | N° 22-918 CE du 06/12/2022 |
| Aide en faveur du sport | N°20/220 AC du 06/11/2020 n° 21/064 AC du 28/04/2021 | 5 | Projets sportifs collectifs ou individuel | 9 000 € | N° 22-919 CE du 06/12/2022 |
| Aide en faveur du sport | N°20/220 AC du 06/11/2020 n° 21/064 AC du 28/04/2021 | 1 | association | 50 000 € | N° 22-920 CE du 06/12/2022 |
| Aide en faveur du sport | N°20/220 AC du 06/11/2020 n° 21/064 AC du 28/04/2021 | 2 | Clubs sportifs | 14 600 € | N° 22-921 CE du 06/12/2022 |
| Aide en faveur de la jeunesse | N°22/004 AC du 27/01/2022 | 2 | Jeunes particuliers | 600 € | N° 22-922 CE du 06/12/2022 |
| Aide en faveur de la jeunesse | N°22/004 AC du 27/01/2022 | 4 | Jeunes particuliers | 1 200 € | N° 22-923 CE du 06/12/2022 |
| Aides pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 26 | Particuliers, associations, SARL, SAS | 840 000 € | N° 22-960 CE du 06/12/2022 |
| Aides pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 3 | Particuliers | 45 693 € | N° 22-961 CE du 06/12/2022 |

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € | N° délib |
|--------------------------------|--|--------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| Aides pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 2 | Associations | 770 000 € | N° 22-962 CE du 06/12/2022 |
| Aides pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 15 | Associations | 55 296 € | N° 22-963 CE du 06/12/2022 |
| Aides pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 2 | Bourses jeunes talents | 6 000 € | N° 22-964 CE du 06/12/2022 |
| Aides pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 2 | Etablissements cinématographiques | 60 266,40 € | N° 22-965 CE du 06/12/2022 |
| Aides pour la culture | N° 21/060 AC du 26/03/2021 N° 22/084 CP du 29/06/22 | 1 | Etablissement cinématographique | 77 013,77 € | N° 22-996 CE du 13/12/2022 |

DGA Aménagement et Développement du territoire

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nombre de bénéficiaires | Type de bénéficiaires | Montant total en € |
|---|--|--------------------------------|------------------------------|---------------------------|
| Dispositif de relation aux associations -Règlement général interne d'intervention d'aides au mouvement associatif | N°18/642 AC de l'Assemblée de Corse approuvant le nouveau dispositif de relation aux associations - Règlement général interne d'intervention d'aides au mouvement associatif | 51 | Associations | 947 702 |

Agences et Offices de la Collectivité de Corse

| Règlement d'aide/Schéma | Délibération AC | Nbre bénéf. | Type de bénéficiaires | Montant total en € |
|---|---|-------------|---|--------------------|
| AUE | | | | |
| Aide à l'achat de vélo à assistance électrique (AUE) | 16/109, 19/264, 17/221,21/078, 22/036 | 19 | Particuliers et entreprises | 26 874 |
| Aide système de production solaire, thermique et photovoltaïque (AUE) | 16/109, 17/075, 17/221, 18/157, 19/264, 21/078 | 165 | Communauté de communes / d'agglomération | 628 065 |
| Contractualisation CPER CDC/ADEME (AUE) | 16/109, 21/078, 22/036 | 20 | Divers (communes et entreprises) | 359 824.93 |
| Rénovation de bâtiments ORELI (AUE) | 16/109, 17/075, 17/221, 18/157, 19/264, 21/078, 21/195,22/036 | 8 | Communautés de communes | 85 595.90 |
| Cadre de compensation territorial CDC/EDF (AUE) | 16/109, 17/075, 17/221, 18/157, 19/264,21/078, 21/122,21/195,22/036 | 8 | Divers (particuliers, communes, entreprises...) | 333 193.26 |
| ADEC | | | | |
| Actions régionales entreprises (ADEC) | 16/293, 17/356, 17/129, 21/122, 21/195, 22/036, 22/101, 22/106 | 6 | Divers (Coopératives, assos, entreprises...) | 1 277 869.80 |
| CREA' IMPRESE (ex-NACRE) (ADEC) | 16/293, 17/023, 18/323, 20/234, 21/122, 21/195, 22/036 | 9 | Divers (assos, entreprises...) | 899 600 |
| Soutien à l'économie sociale et solidaire Cors'Eco Solidaire 2 (ADEC) | 14/242, 16/293, 17/356, 19/471 | 2 | Association | 1 740 000 |
| Ingénierie financière (ADEC) | 16/293, 21/122, 21/197, 22/036 | 1 | Association | 1 500 000 |
| ODARC | | | | |
| Aide régionale simplifiée n° 3 – petits investissements agricoles (ODARC) | 17/176,19/077, 19/180, 20/028, 21/056, 22/036, 21/195 | 26 | Entreprises agricoles | 186 598.32 |
| Soutien à la surveillance de la SHARKA 2021 (ODARC) | 18/140,18/362, 20/028, 21/195, 22/036 | 1 | Association | 15 852,90 |
| Plan investissement collectif exceptionnel – filière castanéicole (ODARC) | 21/195, 22/036 | 1 | Entreprises agricoles et groupements | 88 303.06 |
| Mise en valeur agricole (ODARC) | 19/077, 19/180, 20/028, 21/056, 22/036, 21/195 | 40 | Entreprises agricoles | 1 147 645.20 |

| ODARC | | | | |
|---|--|-----|--|--------------|
| Aide à l'investissement agricole (ODARC) | 19/077, 19/180, 20/028, 21/056, 22/036, 21/195 | 124 | Entreprises agricoles | 2 820 751.59 |
| Aide à l'investissement viticole (ODARC) | 21/056 | 2 | Entreprises agricoles | 61 960 |
| Contrats de coopération Professionnelle Agricole (CCPA) (ODARC) | 21/122, 21/195, 22/036 | 6 | Divers (groupements, entreprises agricoles...) | 36 876 |
| Complément financement France Agrimer – investissement viticoles (ODARC) | 20/028, 21/056, 22/036 | 6 | Entreprises agricoles | 245 189.66 |
| Opérations spécifiques et gestion de crises | 21/056 22/349CE – 22/493CE | 170 | Entreprises agricoles | 884 502.56 |
| Accompagnement des outils de valorisation des forêts et des produits forestiers (ODARC) | 21/056 | 3 | Entreprises agricoles et groupements | 33 331.20 |
| AAP – Projets pour développement des filières de production agricole de Corse – Plan Ambition (ODARC) | 13/233, 21/195, 21/056, 21/192, 22/036 | 3 | Divers (entreprises agricoles, syndicats, associations...) | 38 483.55 |
| Perte de production (ODARC) | 21/122, 21/195, 21/056, 22/036 | 2 | Entreprises agricoles | 37 920 |
| Mesures diverses – économie rurale (ODARC) | 19/077, 19/180, 20/028, 21/056, 22/036, 21/195 | 1 | Entreprises agricoles | 24 450 |
| Hors Feader / Hors Top Up (ODARC) Mesures diverses | 19/077, 19/180, 20/028, 21/056, 22/036, 21/195 | 19 | Entreprises agricoles, groupements, associations | 353 577.81 |

25.● Mettre en œuvre les mesures d'application des appels à projets, appels à propositions et appels à manifestation d'intérêts approuvés par l'Assemblée de Corse, et signer les conventions afférentes

DGA Affaires Sanitaires et Sociales

| Appel à projets, appels à propositions, appels à manifestation d'intérêts | Délibération AC | Bénéficiaires | Montant total en € |
|--|------------------------|----------------------|---------------------------|
| culture et santé 2022 | 20/148 AC | 10 | 30,776.00 |
| prévention et promotion de la santé 2022 | 20/148 AC | 8 | 68,779.00 |
| accueil pour tous | 21/156 AC | 3 | 191,815.00 |
| invechjà bè 2023-2024 | 22/099 CP | 59 | 1,300,000.00 |

DGA Aménagement et Développement du territoire

| Appel à projets, appels à propositions, appels à manifestation d'intérêts | Délibération AC/CP | Bénéficiaires | Montant total en € |
|--|--|----------------------------------|---------------------------|
| Numérique Adressage et Signalétique | N°21/073 CP de la Commission permanente du 28 avril 2021 approuvant l'appel à projet numérique-adressage en faveur des communes de l'intérieur | Diverses communes de l'intérieur | 285 057, 56 |

26. • Signer toute convention d'application de conventions-cadres approuvées par l'Assemblée de Corse :

DGA Patrimoine de la Collectivité, Moyens généraux et Commande publique

| Convention cadre | Partenaire | Délibération AC | Objet | Montant en € de la convention d'application |
|-------------------------------|-------------------|------------------------------|--|--|
| Convention concours technique | SAFER CORSE | DELIB 22/144 CP du 26.10.202 | Avenant convention concours technique 2x2 U BORGU / TALASANI | Rémunération selon dossiers |

DGA Affaires Sanitaires et Sociales

| Convention cadre | Partenaire | Délibération AC | Objet | Montant en € de la convention d'application |
|--|--|------------------------|--|--|
| | udaf2b | 19/248 AC | externalisation de la gestion des MASP2 | 25,000.00 |
| 17/12/2019 | maison des adolescents de la Haute-Corse | 19/426 AC | contribution financière de la Collectivité de Corse | 70,000.00 |
| convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021 du 03/07/2019 | État | 19/198 AC | versement du complément de participation de l'État au regard des dépenses arrêtées de la Collectivité de Corse | 90,392.60 |

DGA Stratégie de l'innovation et de la transformation

| Convention cadre | Partenaire | Délibération AC | Objet | Montant en € de la convention d'application |
|--|---|-----------------|--|---|
| Convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'acquisition des logiciels SIG en licence étendue | Agence d'Aménagement, d'Urbanisme et d'Energie de la Corse, Office de Développement Agricole et Rural de la Corse, Office de l'Environnement de la Corse, Office d'Equipement Hydraulique de Corse, Office Foncier de la Corse, Agence du Tourisme de la Corse, | 22/118 CP | Constitution d'un groupement de commande pour l'acquisition des logiciels SIG en licence étendue | + 60 000,00 € |

DGA Education, Enseignement, Formation, Langue Corse

| Appel à projets, appels à propositions, appels à manifestation d'intérêts | Délibération AC/CP | Bénéficiaires | Montant total en € | |
|---|--|-----------------------|--------------------|----------------------------|
| Avenant à la convention n° 21/SFOR/40 du 01/12/2021 modifiant le plan de financement dispositif « mise en Scénéergie » | N° 20/200 AC du 27/11/2020 | OPTIMUS FAC | 298 404 € | N° 22-484 du 12/07/2022 |
| Avenant n° 4 à la convention CONV-19—DEER-08 liant l'association A Rinascita à la CdC relative à la mise en réseau des acteurs de la culture scientifique technique industrielle et de l'innovation | N° 19/017 AC du 21/02/2019 | A Rinascita | 119 957,62 € | N° 22-544 du 26/07/2022 |
| Prise en charge organisation transport, hébergement, restauration manifestation linguimondi 2022 | N° 15/037 AC du 13/03/2015 N° 15/080 AC du 16/04/2015 N° 15/083 AC du 16/04/2015 | Università di Corsica | 16 000 € | N° 22-707 CE du 18/10/2022 |
| Organisation du congrès de l'AMCSTI 2023 | N° 19/017 AC du 21/02/2019 | AMCSTI | 45 000 € | N° 22-995 CE du 13/12/2022 |

DGA Culture, Patrimoine, Sport et Jeunesse

| Convention cadre | Partenaire | Délibération AC | Objet | Montant en € de la convention d'application |
|--|------------|--|--|---|
| Convention Contrat Collectivité- Lecture pour la période 2022/2023 | Etat | N° 17/284 AC du 21/09/2017 N° 20/192 CP du 17/12/2017 | Plans d'actions en matière de lecture publique sur le territoire | 40 000 € |

DGA Ressources humaines

| Convention cadre | Partenaire | Délibération AC | Objet | Montant en € de la convention d'application |
|--|--|--|--|---|
| CdC / UGAP / MICROSOFT | UGAP MICROSOFT | 22/151 CP de la Commission Permanente – 23/11/2022 | Convention et accord entreprise « CDC-UGAP-MICROSOFT » pour la fourniture de licences et achat de services | 3 759 737,37 pour une durée de 3 ans |
| CdC/association prévoyance anciens conseillers départementaux 2a | Association prévoyance anciens conseillers départementaux 2a | 22/074 CP de la Commission Permanente – 29/06/2022 | Subvention d'équilibre à l'association prévoyance anciens conseillers départementaux 2a | 57 079 € |

27 • Prendre toute décision prévue par le Code de l'Expropriation afin d'acquérir les emprises des projets, dans la limite de l'estimation de France Domaine, dès lors que l'Assemblée de Corse aura décidé de l'engagement des procédures correspondantes : DGA Patrimoine de la Collectivité, Moyens généraux et Commande publique

PUMONTE

- RT 10 - aménagement 3 carrefours de Bunifaziu : 7 traités d'adhésion / actes notariés
- Pénétrente d'Aiacciu : 1 acte notarié / 1 acte en la forme administrative
- RT 40/RD 265 – aménagement du carrefour de Ghjunchetu : 3 actes en la forme administrative
- RD 49 – traverse de Sant Andria di Tallà : 1 acte notarié / 4 actes en la forme administrative
- RT 40 – giratoire de l'hôpital de Bunifaziu : 2 actes en la forme administrative
- RD 824_ Aménagement de la route d'accès à la plage d'Arone (Piana) : 22 traités d'adhésion

CISMONTE

- Traités d'adhésion plan d'alignement de Biguglia
- Traités d'adhésion Sorbu Ocagnanu
- Traités d'adhésion Casamozza à Lucciana

28. • **Signer les conventions et les accords de partenariat ne portant pas engagement financier de la Collectivité :**

DGA Patrimoine de la Collectivité, Moyens généraux et Commande publique

| Convention/Accord de partenariat | Partenaire | Délibération AC | Objet |
|----------------------------------|----------------------|--|---|
| CONVENTIONS | EDF SIEEP | DELIB AC 17-151 DU 01.06.2017 – autorisation servitude de passage sur domaine privé de la CDC | Aucune au 2^e semestre |

DGA Stratégie de l'innovation et de la transformation

| Convention/Accord de partenariat | Partenaire | Délibération AC | Objet |
|--|---|--|--|
| Convention d'autorisation de travaux, de droits d'usage et de droit de passage pour l'installation d'équipements de communications électroniques sur une parcelle privée | Propriétaires de la parcelle C703 sur la commune d'Urtaca | ARRETE N°22/594CE | Convention d'autorisation de travaux, de droits d'usage et de droit de passage pour l'installation d'équipements de communications électroniques sur une parcelle privée |
| Convention de subvention au titre du dispositif Conseiller Numérique France Services | Caisse des dépôts | ARRETE N°22/119 CP | Subvention sur deux ans d'une partie des salaires des deux Conseillers Numériques de la Collectivité de Corse pour un montant total de 100 000€. |
| Programme d'investissements d'avenir 4 (PIA4) | Etat, Bpifrance Banque publique d'investissement | Délibération n° 22/089CP de la commission permanente approuvant le lancement d'appels à projets relatifs à la territorialisation du programme d'investissements d'avenir 4 | Mise en œuvre territorialisée du programme national de développement de l'innovation. |

DGA Aménagement et développement du territoire

| Convention/Accord de partenariat | Partenaire | Délibération AC | Objet |
|---|---------------------------|--|--|
| Convention de partenariat | Conservatoire du Littoral | N°18/239 AC de l'Assemblée de Corse du 26 juillet 2018 autorisant le Président du Conseil exécutif de corse à signer la convention entre la Collectivité de Corse et le Conservatoire du Littoral pour la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire en Corse | Convention de partenariat pour l'organisation de journées de sensibilisation et d'arrachage de griffes de sorcière |
| Convention d'occupation temporaire d'usage agricole | Conservatoire du Littoral | N°18/239 AC de l'Assemblée de Corse du 26 juillet 2018 autorisant le Président du Conseil exécutif de corse à signer la convention entre la Collectivité de Corse et le Conservatoire du Littoral pour la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire en Corse | Convention d'occupation temporaire d'usage agricole portant sur le domaine public du Conservatoire de Littoral – Site de la pointe du Cap Corse – Site des rivages de A Curbaghja- Site d'Omigna (Carghjese) |
| Convention d'occupation temporaire d'usage agricole | Conservatoire du Littoral | N°18/239 AC de l'Assemblée de Corse du 26 juillet 2018 autorisant le Président du Conseil exécutif de corse à signer la convention entre la Collectivité de Corse et le Conservatoire du Littoral pour la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire en Corse | Convention d'occupation temporaire d'usage agricole portant sur le domaine public du Conservatoire de Littoral – Site de Molendinu (commune de Carghjese) |

29. ● Lancer la mise à l'étude d'un projet et délimiter les terrains à affecter par ce projet dès lors que l'Assemblée aura validé la programmation de l'opération et l'aura inscrite en étude à son budget :

Néant.

30. ● Procéder, après approbation du projet routier par l'Assemblée de Corse, aux concertations règlementaires précédant le lancement de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique :

Néant.

31. ● Prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) approuvé par l'Assemblée de Corse par délibération n°18/073 AC du 29 mars 2018 :

Néant.

- 32 ● Prendre toutes mesures de mise en œuvre du schéma territorial d'aide à la réussite et à la vie étudiante adopté par l'Assemblée de Corse par délibération n°21/089 AC du 30 avril 2021 :

DGA Education, Enseignement, Formation, Langue Corse

| Secteur | Mesure du Schéma | Nombre de bénéficiaires | Montant total en € | N° Arrêté CE/Date |
|-------------------------------------|--|-------------------------|--------------------|-------------------------|
| Vie étudiante - bourses | 7 ^{ème} individualisation Schéma d'aide à la réussite et à la vie étudiante, à la formation professionnelle et à l'apprentissage 2019/2023 – année 2022 – Mesure 16 – Aide aux élèves et aux apprenants en situation de précarité ou en grande difficulté | 17 | 26 600 € | N° 22-548 du 26/07/2022 |
| Accompagnement éducatif territorial | Mesure 1 « prix des meilleurs bacheliers – promotion 2022 – schéma d'aide à la réussite et à la vie étudiante 2019/2023 | 226 | 128 000 € | N° 22-633 du 20/09/2022 |
| Formations sanitaires et sociales | Bourses et aides des formations sanitaires et sociales pour l'année 2022 ASP Budget prévisionnel bourses et aides sanitaires et sociales | 1 | 300 000 € | N° 22-824 du 15/11/2022 |

| Secteur | Mesure du Schéma | Nombre de bénéficiaires | Montant total en € | N° Arrêté CE/Date |
|-----------------------------------|---|-------------------------|--------------------|-------------------------|
| Formations sanitaires et sociales | Mesure 29 Aide de rentrée pour les non boursiers du secteur sanitaire et social » | | 15 000 € | N° 22-827 du 15/11/2022 |

33 • Engager les procédures de partage, demander le transfert de propriété des biens culturels publics, intégrer ces biens au patrimoine de la Collectivité, les déposer au sein des musées ou centres de conservation et d'études, selon leurs lieux de découverte, signer les conventions de partage afférentes :

Néant.

34. • Intenter au nom de la Collectivité de Corse les actions en justice, et défendre la Collectivité de Corse dans les actions intentées contre elle, à tout stade de la procédure, y compris pénale et quel que soit le degré de juridiction, ainsi que devant toutes les instances de médiation et de conciliation

DGA Stratégie de l'innovation et de la transformation

A. Affaires en demande devant les juridictions administratives

| N° Dossier DAJ | NOM | JURIDICTION | OBJET | ETAT |
|----------------|-----------------|----------------|--|-------------------------------|
| 22REC55 | SRHC | CAA Marseille | Demande de sursis à statuer du jugement du Tribunal administratif en date du 12 juillet 2022 prononçant la résiliation du marché d'enrobés denses à chaud sur le réseau routier départemental de la Haute Corse. | Terminé – Rejet de la requête |
| 22REC56 | SRHC | CAA Marseille | Appel contre le jugement du TA de Bastia en date du 12 juillet 2022 prononçant la résiliation du marché d'enrobés denses à chaud sur le réseau routier départemental de la Haute Corse. | En cours |
| 22REC57 | Corsica Ferries | Conseil d'État | CFF2 : Pourvoi contre l'arrêt avant dire-droit du 16/07/2018 et l'arrêt du 24/05/2022 de la CAA de Marseille. | Terminé - Désistement |
| 22REC59 | Préfet de Corse | TA Bastia | Appel du jugement du TA annulant l'arrêt relatif à la rémunération du directeur de l'OTC. | En cours |

B. Affaires en défense devant les juridictions administratives

| N° Dossier DAJ | NOM | JURIDICTION | OBJET | ETAT |
|-------------------|-----------------|----------------|---|---|
| 22REC50 | Corsica Ferries | TA Bastia | Référé précontractuel contre la procédure de publicité et mise en concurrence relative aux DSP maritime de passagers et de marchandises entre les ports corses et le port de Marseille pour 2023-2029. | Terminé – Rejet de la requête |
| 22REC51 | M. X | CAA Marseille | Demande d'annulation du jugement du 29 avril 2022 ayant rejeté sa demande d'annulation de la délibération du 5 novembre 2020 rétablissant la cartographie des ESA. | En cours |
| 22REC53 | M. X | CAA Marseille | Appel du jugement en date du 12 juillet 2022 qui a condamné la CDC au paiement de la somme de 15 000 € + 1 500 € au titre art L 761-1 du CJA. | En cours |
| 22REC54 | M. X | TA Bastia | Déclarer illégale la décision implicite de rejet de la protection fonctionnelle du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité de Corse, intervenue le 13 juin 2022. | En cours |
| 22REC58 | M. X | TA Bastia | Recours annulation arrêté portant régime indemnitaire. | En cours |
| 22REC60 | Corsica Ferries | Conseil d'Etat | Pourvoi contre l'ordonnance 2200797 du 20/07/2022 par laquelle le juge des référés du TA de Bastia a rejeté sa demande concernant la passation de DSP maritime 2023-2029. | Terminé – Rejet, non admission du pourvoi |
| 22REC61 | M. X | TA Bastia | Demande d'annulation de l'arrêté du 16/06/2022 le plaçant en disponibilité d'office du 01/07 au 31/08/2022. | En cours |
| 22REC62 | M. X | TA Bastia | Demande tendant à l'annulation de la décision du 21 juin 2022 de la Collectivité de Corse portant licenciement pour inaptitude physique de M. X ; Condamner la Collectivité de Corse à lui verser la somme de 41 705,06 euros au titre de ses indemnités de licenciement pour ses vingt-quatre années d'exercice au sein de la fonction publique. | En cours |
| 22REC63 | M. X | TA Bastia | Demande d'annulation de la décision du 09/03/2022 rejetant la demande de permission de voirie demandée par M. X, propriétaire d'une villa à OLMETA DI TUDA concernant l'ouverture pour un accès voiture sur son terrain. | En cours |
| 22REC66 | Indivision X | TA Bastia | Demande d'annulation de l'arrêté du 30 juin 2022 du préfet de la Corse-du-Sud portant cessibilité des parcelles nécessaires à l'aménagement de la Pénétrante Est d'Aiacciu. | En cours |

| N° Dossier DAJ | NOM | JURIDICTION | OBJET | ETAT |
|-------------------|--------------------------------------|---------------|--|--|
| 22REC67 | MB Terrassement | TA Bastia | Demande d'annulation de la décision de résiliation en date du 03 octobre 2019 du marché public n°2017-139 _ aménagement de la traversée de Mora dell'Onda. | En cours |
| 22REC68 | SCI NELSON | TA Bastia | Demande d'extension de mission d'expertise. | En cours |
| 22REC69 | M. X | TA Bastia | Demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 22 juillet 2022 du président du conseil exécutif de Corse par lequel M. X est maintenu en disponibilité d'office pour raisons de santé pour la période du 1er septembre a 31 octobre 2022. | En cours |
| 22REC70 | M. X | TA Bastia | Demande tendant à l'annulation de l'arrêté n° SMS2022085 du 22 juillet 2022 de la collectivité de Corse portant alignement individuel (route départementale n° 555 PR 3+005 sur la commune de Grosseto Prugna.). | En cours |
| 22REC73 | ODC | TA Bastia | Demande de versement de la subvention de 32.010,00€ | En cours |
| 22REC74 | M. X | TA Bastia | Demande tendant à l'annulation de la décision de la CDC du 8 juin 2022 portant rejet de reconnaissance de maladie professionnelle à M. X. | En cours |
| 22REC75 | M. X | TA Bastia | Demande tendant à la condamnation de la CDC à verser la somme provisionnelle de 38 470,30 euros au titre de l'indemnisation des préjudices personnels causés par la maladie professionnelle 57 C gauche du 3 avril 2018. | Condamnation : provision de 23 500 euros |
| 22REC76 | M. X | TA Bastia | Demande tendant à la désignation d'un expert afin de déterminer l'état de santé de M. X pour la maladie professionnelle n0 57 C gauche du 16 février 2022 dont il souffre. | En cours |
| 22REC77 | M. X | TA Bastia | Demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 20 avril 2022 du PCE de la collectivité de Corse par lequel M. X est maintenu en disponibilité d'office pour raison de santé pour la période du 1er mai au 30 juin 2022 ; ensemble le rejet implicite du recours gracieux. | En cours |
| 22REC78 | ETUDE BALINCOURT - SAS EUGENIA | CAA Marseille | Demande d'annulation du jugement de rejet n ° 2001239 du 22 septembre 2022 (TA de Bastia) - Refus d'habilitation à l'aide sociale. | En cours |

| N° Dossier DAJ | NOM | JURIDICTION | OBJET | ETAT |
|----------------|--------------------------------|-------------|--|-------------------------------|
| 22REC81 | Commune de SANTA-MARIA-POGGHJU | TA Bastia | Référé suspension à l'encontre de l'avis défavorable de la CTPENAF sur le projet de PLU de la commune. | Terminé - Rejet de la requête |
| 22REC82 | Commune de SANTA-MARIA-POGGHJU | TA Bastia | Recours à l'encontre de l'avis défavorable de la CTPENAF sur le projet de PLU de la commune. | En cours |
| 22REC83 | SNT | TA Bastia | Suspension des élections professionnelles. | Terminé - Rejet de la requête |
| 22REC84 | SNT | TA Bastia | Annulation des élections professionnelles. | En cours |
| 22REC85 | SAS Valli | TA Bastia | Demande tendant à l'annulation de la procédure de passation du lot n°1 du marché public de services ayant pour objet « le développement des modes de déplacement doux ». | Terminé – Rejet de la requête |
| 22REC86 | M. X | TA Bastia | Demande d'expertise avant dire droit sur les conclusions afin de condamnation de la collectivité de Corse à indemniser l'intégralité du préjudice corporel résultant de l'accident de service dont a été victime M. X le 18 mai 2017 et demande de versement d'une provision de 3 000 euros. | En cours |
| 22REC87 | M. X | TA Bastia | Désignation d'expert à la suite d'un accident de service. | En cours |

C. Affaires en demande devant les juridictions judiciaires

| N° Dossier DAJ | NOM | JURIDICTION | OBJET | ETAT |
|----------------|-------------------|-------------|--|--|
| 22REC65 | M. X | TJ Aiacciu | Saisine du juge de l'expropriation pour fixation de l'indemnité. | En cours |
| 22REC72 | Jardins du centre | TJ Aiacciu | Demande de nomination administrateur provisoire (locaux CDC). | Terminé – Requête rejetée - Dossier traité à l'amiable |

D. Affaires en défense devant les juridictions judiciaires

| N° Dossier DAJ | NOM | JURIDICTION | OBJET | ETAT |
|----------------|------|-------------|--|----------|
| 22REC80 | M. X | TJ Bastia | Assignation en intervention forcée dans le cadre d'une action en désenclavement. | En cours |

E. Dossiers assurés (sinistres donnant lieu à contentieux en défense pris en charge par l'assurance)

| N° Dossier DAJ | NOM | JURIDICTION | OBJET | ETAT |
|-----------------------|------------|--------------------|---|-------------|
| SIN 2022-40 | M. X | TA Bastia | Demande tendant à la désignation d'un expert afin de constater l'état de santé de M. X. | 22REC64 |

F. Affaires devant le juge pénal

| N° Dossier DAJ | NOM | JURIDICTION | OBJET | ETAT |
|-----------------------|------------|----------------------------------|---|-----------------------------------|
| 22PEN01 | M. X | Tribunal correctionnel de Bastia | Détournement de fonds et usage, manœuvres frauduleuses. | Attente audience |
| 22PEN02 | M. X | Tribunal correctionnel de Bastia | Camions de pompiers brûlés en janvier 2022. | Procédure terminée - Condamnation |
| 22PEN03 | M. X | Tribunal correctionnel de Bastia | Vol de matériel de jardinage. | Attente audience |

G. Plaintes pénales (y compris avec constitution de partie civile de la CDC)

| N° Dossier DAJ | JURIDICTION | OBJET |
|-----------------------|--------------------|--|
| 22PLAINT17 | Sans objet | Vol avec effraction. |
| 22PLAINT18 | Sans objet | Accident de la route et délit de fuite. |
| 22PLAINT19 | Sans objet | Incendie RN étang de Biguglia. |
| 22PLAINT20 | Sans objet | Article 40 - Menace sur agent service social |

II/ SUIVI DES ENGAGEMENTS PRIS DANS LES REPONSES AUX QUESTIONS ORALES ET ECRITES

Aux termes du règlement intérieur de l'Assemblée de Corse révisé (délibération 21/234 AC du 16 décembre 2021, article 87),

« la séance des questions orales contribue à l'exercice de la fonction de contrôle de l'Exécutif par l'Assemblée, tout comme à l'expression démocratique des groupes. Elle fait l'objet d'une retransmission en direct sur le site institutionnel ».

Sa programmation dès l'ouverture de la session, avant même les allocutions des Présidents, témoigne d'un certain caractère solennel. Des mécanismes de régulation ont été confirmés ou introduits à cette fin, à la faveur de la révision du règlement intérieur :

- Durée maximale de 2 heures pour cette séquence,
- Dépôt au moins 3 jours avant la session pour permettre notamment au Conseil exécutif d'élaborer des réponses suffisamment circonstanciées,
- Répartition équitable du nombre maximal de questions par groupe, en fonction de leur taille,
- Recentrage sur un seul sujet,
- Rationalisation du temps d'énoncé de la question (2,5 mn), de la réponse (4 mn pour l'Exécutif).
- La principale innovation consiste à permettre à l'auteur de la question, s'il a respecté son temps de parole, d'exercer un « droit d'appréciation » de 30 secondes sur la teneur de la réponse formulée.
- Quant à l'ordre de passage, il fait l'objet d'un roulement à chaque séance afin d'assurer un traitement identique entre les groupes.

Un suivi particulier des engagements pris dans les réponses du Conseil exécutif aux questions orales et écrites est assuré depuis le début de la mandature 2021/2028 dans un espace numérique dédié et actualisé en temps réel.

Pour ce faire, le Secrétariat général du Conseil exécutif travaille en lien avec les DGA et agences et offices de la Collectivité, afin de recueillir les éléments de suivi opérationnels. Les engagements peuvent en effet se traduire, par exemple, par :

- L'élaboration d'un rapport spécifique en vue d'une prochaine session,
- La production d'une note d'information,
- Un éventuel approfondissement en commission,
- L'audition d'acteurs socio-professionnels ou autres, avec un compte-rendu,
- L'invitation adressée aux conseillers à l'Assemblée à se rendre sur le terrain en présence de l'Exécutif,
- L'invitation à constituer une mission d'évaluation ad hoc,
- La réalisation d'une étude ou d'une assistance à une maîtrise d'ouvrage,
- Etc.

Les réponses qui n'emportent pas d'engagement, sont naturellement consignées aux côtés des premières, dans l'espace numérique dédié. Les droits de consultation sont ouverts à tous : conseillers à l'Assemblée, conseillers exécutifs, collaborateurs de groupes politiques, Secrétariats généraux des instances, Cabinets des deux Présidences.

Approche thématique : si l'on se réfère à la présente mandature, qui a démarré en juillet 2021, on peut observer une certaine diversité des champs abordés ; sur **76** questions posées la répartition s'établit comme suit :

- Administration générale : 30
- Lingua corsa : 1
- Routes : 1
- Vie associative / jeunesse – activités sportives : 3
- Social / santé : 11
- Environnement/ Développement durable : 7
- Aménagement du territoire : 6
- Energie : 2
- Tourisme : 0
- Développement économique : 0
- Transports : 5
- Eau/assainissement : 2
- Education : 2
- Culture/Patrimoine : 2
- Agriculture/élevage : 6

- Réponses des services concernant le suivi des engagements : **42**.

Pour mémoire, 76 questions orales ont été posées au cours de l'année 2022 ; **47** d'entre elles nécessitaient un suivi particulier.

| | Nombre de QO | Thème QO ayant fait l'objet d'un suivi |
|--------------------------------------|--------------|--|
| M. Le Président du CE | 30 | Administration générale / routes / langue corse |
| Mme Lauda GUIDICELLI-SBRAGGIA | 3 | Vie associative / jeunesse – activités sportives |
| Mme Bianca FAZI | 11 | Social/Santé |
| M. Guy ARMANET | 7 | Environnement |
| M. Julien PAOLINI | 8 | Aménagement du territoire / Energie |
| Mme Angèle BASTIANI | 0 | 0 |
| M. Alex VINCIGUERRA | 0 | 0 |
| Mme Flora MATTEI | 5 | Transports |
| M. Gilles GIOVANNANGELI | 2 | Eau/Assainissement |
| Mme Antonia LUCIANI | 4 | Education – recherche / Culture-Patrimoine |
| M. Dominique LIVRELLI | 6 | Agriculture/élevage |

Questions orales récurrentes (9) :

Monsieur le Président du Conseil exécutif :

- Prisonniers politiques,
- Bains de PETRAPOLA,
- Discussions avec l'Etat,
- Lutte contre les incendies,
- Accession à la propriété.

Madame Bianca FAZI :

- Imagerie médicale.

Monsieur Julien PAOLINI :

- Précarité énergétique.

Monsieur Guy ARMANET :

- Gestion des déchets.

Monsieur Dominique LIVRELLI :

- Aides aux élèves.

Répartition des questions orales :

| | Nombre de questions posées | Réponses des services concernant le suivi des engagements | Nombre de questions récurrentes |
|--|-----------------------------------|--|--|
| M. le Président du Conseil exécutif | 30 | 10 | 5 |
| Mme Lauda GUIDICELLI-SBRAGGIA | 3 | 2 | / |
| Mme Bianca FAZI | 11 | 11 | 1 |
| M. Guy ARMANET | 7 | 7 | 1 |
| M. Julien PAOLINI | 8 | 4 | 1 |
| Mme Angèle BASTIANI | / | / | / |
| M. Alex VINCIGUERRA | / | / | / |
| Mme Flora MATTEI | 5 | 3 | / |
| M. Gilles GIOVANNANGELI | 2 | 1 | / |
| Mme Antonia LUCIANI | 4 | 4 | / |
| M. Dominique LIVRELLI | 6 | 5 | 1 |
| Total | 76 | 42 | 9 |

III / SUIVI DES MOTIONS DE L'ASSEMBLEE DE CORSE

Comme les années précédentes, il est à observer que les motions traitent de thématiques d'actualité, présentant souvent un caractère d'urgence selon le contexte social ou sociétal, et traduisant la plupart du temps un réflexe de solidarité par rapport à des segments de population exposés à des situations difficiles.

Le présent chapitre abordera de manière synthétique, d'une part, la typologie des motions examinées, d'autre part, l'analyse des diverses réponses obtenues et enfin, les enseignements que l'on peut en tirer sur la période et pour l'avenir.

1. Typologie des motions adoptées

29 motions ont été déposées en 2022, dont **27 adoptées et 26 notifiées**. Cela représente 12 motions de moins qu'en 2021 (41 motions déposées et 35 adoptées). Cette situation s'inscrit dans un contexte politique particulier, marqué notamment par le démarrage des discussions entourant le processus d'autonomie de la Corse.

Dans ce contexte, **2 résolutions** ont été adoptées, et concernent respectivement :

- Les prisonniers politiques ;
- La lutte contre les dérives mafieuses ; cette dernière a donné lieu début 2023, à la mise en place de 5 ateliers thématiques, devant aboutir à un débat à l'été prochain, sur la base d'un rapport du Président du Conseil exécutif.

2 motions ont fait l'objet de renvois en commissions, sans être à nouveau soumise au vote des Conseillers de l'Assemblée de Corse. Celles-ci portaient sur :

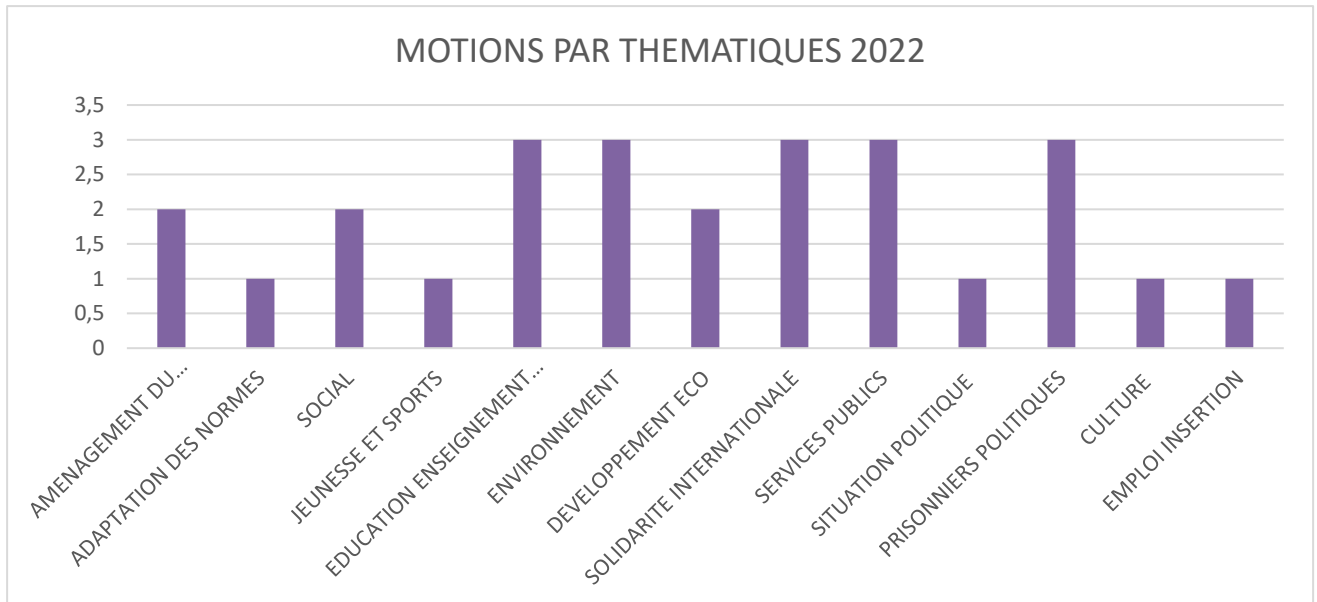
- La lutte contre les incendies ;
- Le régime iranien et les libertés fondamentales, suite à l'assassinat de Masha AMINI ;

Enfin, **1 motion** a été abordée à plusieurs reprises dans le cadre des discussions initiées entre l'Etat et la délégation insulaire. Il s'agit de celle relative à la répression de l'Etat français en Corse.

Les domaines concernés par les motions appelant un suivi en 2022 sont rattachables aux politiques publiques mises en œuvre par la Collectivité. Elles sont classées par ordre de fréquence de dépôt. Entre parenthèses figure le cas échéant le nombre correspondant de motions adoptées en 2021.

- Education/Formation/Enseignement supérieur et recherche : **3** (4 en 2021)
- Environnement : **3** (3 en 2021)
- Solidarité internationale : **3** (2 en 2021)
- Services publics : **3** (0 en 2021)
- Prisonniers politiques : **3 dont 1 résolution** (2 en 2021)
- Aménagement du territoire / Padduc : **2** (4 en 2021)
- Social : **2** (8 en 2021)
- Développement économique : **2** (2 en 2021)
- Adaptation des normes : **1** (2 en 2021)
- Culture : **1** (0 en 2021)

- Jeunesse et sports : **1** (0 en 2021)
- Emploi/ Insertion : **1** (0 en 2021)
- Situation politique : **1 résolution** (0 en 2021)
- Santé : **0** (4 en 2021)
- Langue corse : **0** (2 en 2021)

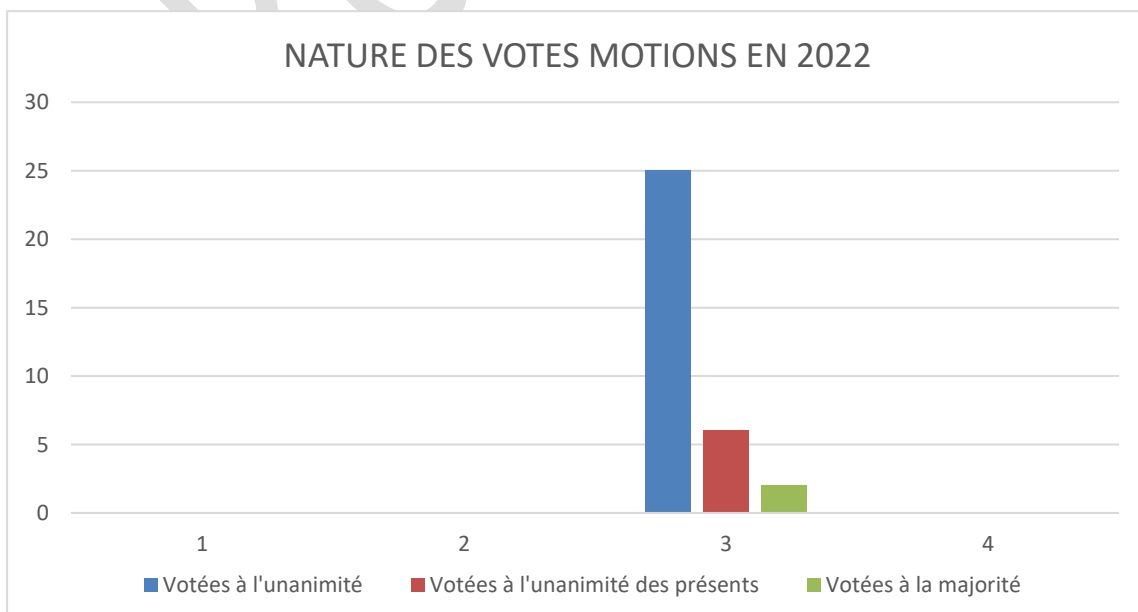


A noter que cette typologie est indicative, dans la mesure où un certain nombre de motions portent sur des sujets transversaux.

Le parti a donc été pris de regrouper les motions par grandes thématiques dominantes, plutôt que de les disséminer dans un inventaire trop large et pas forcément exploitable.

Nature des votes sur 27 motions adoptées appelant un suivi :

- **25 ont été votées à l'unanimité** contre 26 en 2021, dont 6 à l'unanimité des présents ;
- **2 ont été votées à la majorité**, contre 4 en 2021



Il semble assez logique, au vu de ces statistiques, que l'objectif recherché par les auteurs des motions soit plutôt un vote consensuel, dès lors que la thématique porte sur une cause d'intérêt général. D'où l'intérêt d'accorder autant que de besoin le temps nécessaire aux échanges, susceptible de se traduire soit par des fusions de motions, soit par des amendements, de nature à garantir un vote le plus large possible, garant d'une plus grande légitimité du message à faire passer aux destinataires.

2. Analyse des réponses obtenues

Au préalable, il convient de souligner que la plupart des lettres de notification des motions ont été transmises sous double timbre, Président du Conseil exécutif et Présidente de l'Assemblée de Corse, poursuivant ainsi une démarche initiée sous les précédentes mandatures. Cela permet d'afficher la mobilisation conjointe des organes exécutif et délibérant dans le portage des motions, quand bien même la prérogative de la mise en œuvre des délibérations de l'Assemblée revient de par les textes au Conseil exécutif.

Dans sa version numérique, le tableau de suivi des motions comprend :

- Les références de chaque motion (intitulé, date et numéro de la délibération de l'AC), avec un lien hypertexte permettant d'en afficher le texte intégral,
- La synthèse du dispositif proprement dit de la motion (hors considérants),
- Les références des lettres de notification (destinataires, date, et lien hypertexte pour accéder au contenu intégral des lettres),
- Les références des réponses lorsqu'elles sont parvenues (date, signataire, et lien hypertexte pour accéder au contenu intégral),
- Toutes observations utiles, mettant par exemple en perspective, selon la thématique de la motion en question, les motions AC votées en 2022 les motions des instances consultatives, les références à tel ou tel évènementiel permettant de contextualiser le vote ou le suivi de la motion, ou encore la référence à des rapports du Conseil exécutif ayant été présentés à l'Assemblée dans les mois ayant suivi les motions sollicitant la production desdits rapports.

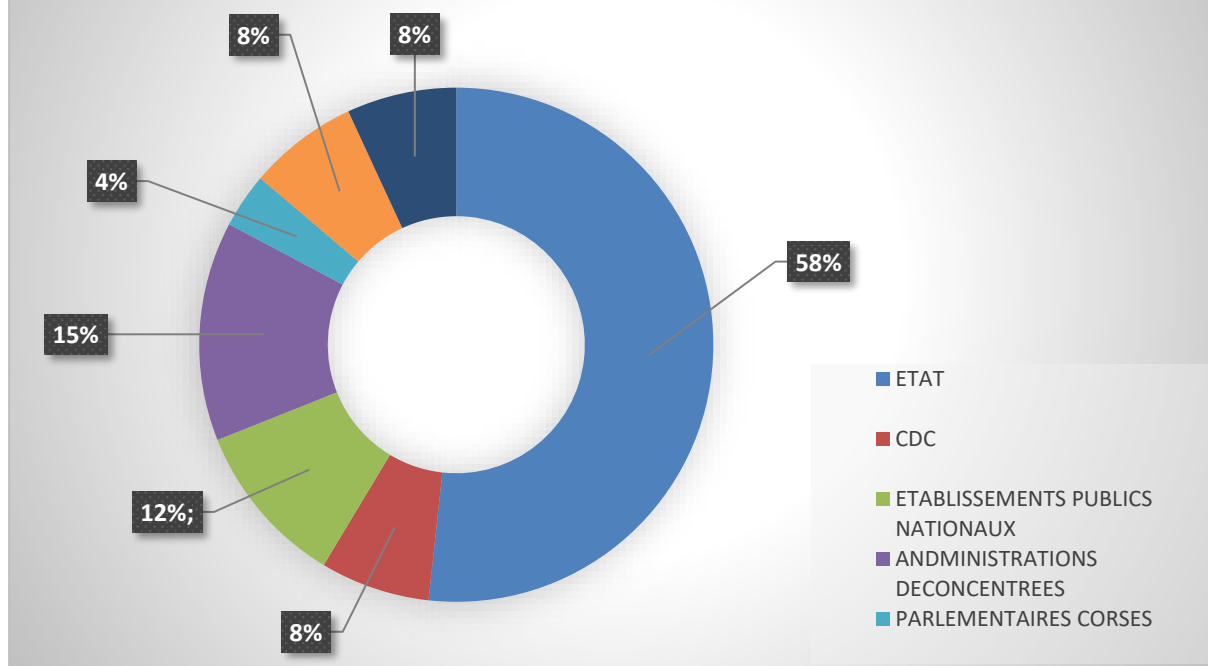
Cet espace numérique dédié, créé en 2020, permet, en temps réel, aux Conseillers à l'Assemblée de Corse, aux Conseillers exécutifs et aux attachés de groupes politiques de disposer et de partager des éléments d'information intégraux concernant le suivi de ces motions.

On rappellera brièvement la diversité des destinataires, la teneur des réponses.

Plusieurs types de destinataires sont concernés :

- L'Etat, du plus haut niveau (Président de la République, Premier ministre, Ministres), Préfet de Corse, Recteur de Corse, directions déconcentrées. En cas de saisine des autorités centrales, le Préfet de Corse a été systématiquement mis en copie, afin d'assurer le lien avec « l'Etat local » ;
- Les Députés et/ou Sénateurs de la Corse ;
- Les Conseillers exécutifs, les services, agences et offices de la Collectivité ;
- Les autorités locales (Maires, Présidents d'EPCI, Syndicat mixte, autres établissements publics...) ;
- Des établissements publics nationaux ;
- Des entreprises ;
- Des associations (fédération sportive).

REPARTITION DES MOTIONS PAR DESTINATAIRES EN % 2022

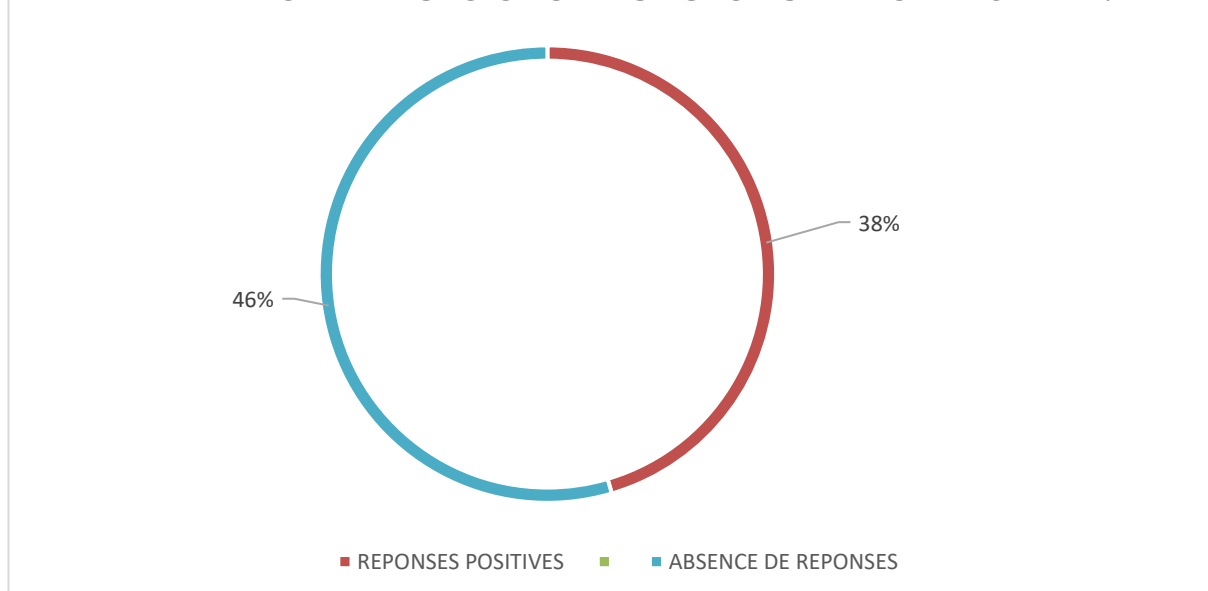


La teneur des réponses est variable : 5 niveaux de réponses sont identifiables

- Réponses positives,
- Réponses réservées ou conditionnelles
- Simples accusés de réception
- Réponses négatives
- Absence de réponse

Les courriers restés sans réponse ont fait l'objet de relances systématiques et réitérées auprès de leurs destinataires, consultables sur l'espace numérique, y compris le cas échéant par des relances téléphoniques directes auprès de personnes-contact susceptibles de faciliter les réponses.

TYPES DE REPONSES AUX MOTIONS NOTIFIÉES EN 2022 EN %



Quelques exemples par rubrique :

1/ Réponses positives (ou de tendance positive) : **10**

2/ Réponses négatives : **0**

3/ Aucune réponse (malgré relances) : **12**

4 motions de principes ont été notifiées, mais n'appelaient pas de réponse particulière, notamment :

- Une motion portant soutien au mouvement indépendantiste catalan visé par une attaque du logiciel espion PEGASUS (**n°2022-066**) ;
- Une motion portant soutien à RCFM (**n°2022-109**) ;
- Une motion portant soutien aux personnes interpellées dans le cadre des opérations de blocages organisées le 23 juillet au Pays basque (**n°2022-135**) ;
- Une motion portant soutien au peuple Arménien suite aux attaques de l'Azerbaïdjan (**n°2022-181**) ;

3. Enseignements à tirer sur le dépôt et le suivi des motions

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de l'analyse des motions. On peut les regrouper en deux catégories : sur le fond, et sur la procédure.

3.1: Sur le fond :

3.1.1 - Comme en 2021, on peut noter une réactivité de certains destinataires, avec un engagement à approfondir l'examen des situations lorsqu'elles revêtent un caractère sensible ou fortement évolutif.

- Volonté de dialogue et de coopération dans certains cas,
- Blocage du fait d'une lecture rigide de la répartition des compétences dans d'autres cas (notamment lorsqu'il s'agit des prérogatives de l'Etat).
- A noter que lorsque les motions sont adressées prioritairement au Conseil exécutif, celles-ci peuvent trouver un « exutoire » dans l'élaboration d'un rapport ponctuel sur telle ou telle thématique, voire l'élaboration de nouveaux schémas d'orientation ou de règlements d'aides (règlement des aides à la culture par exemple).
- La résolution d'un certain nombre de difficultés soulevées dans les motions est assujettie au « facteur temps », car elles supposent bien souvent de trouver une réponse s'inscrivant dans la durée.

A noter que dans certains cas, une même motion notifiée à plusieurs destinataires a pu engendrer plusieurs réponses.

3.1.2 - Trois types de risques avaient été relevés à plusieurs reprises, que cela soit lors du dépôt des motions ou de l'analyse des éléments de réponse aux lettres de notification : le risque de redondance, le risque de contradiction avec d'autres motions ou résolutions portées par d'autres instances de la Collectivité, ou tout simplement le risque de non-faisabilité.

- *Risque de redondance avec des rapports présentés par le Conseil exécutif, ou avec des questions orales*, qui demeure, même si une amélioration a pu être constatée en 2022. En effet, l'utilisation des espaces dédiés au suivi de ces actes, y compris ceux adoptés par les instances consultatives, a permis d'opérer un suivi transversal et cohérent.

Ce risque rejoint l'observation précédente, relative au nombre de motions déposées.

Dans le cadre d'une organisation équilibrée des débats, et sachant que l'ordre du jour prévisionnel est proposé par le Conseil exécutif avec un ordre de priorité, en général 15 jours à l'avance, conformément au règlement intérieur, il n'y a aucune justification a priori à déposer une motion sur une thématique faisant l'objet d'un rapport transmis à l'ordre du jour d'une même session ; de même, la concertation entre les groupes, en amont des sessions, pourrait s'intensifier autant que faire se peut pour éviter le dépôt de motions portant sur des sujets abordés lors de questions orales. Cela permettrait d'éviter des redites d'une séquence à l'autre de la session.

- *Risque de duplication ou de contradiction avec des motions adoptées par des instances consultatives :*

Certes, ces instances approuvent des motions ayant plutôt un caractère de « vœux », et n'ayant pas de ce fait la même force qu'une délibération ; mais en cas de divergence de position sur le fond, il conviendrait que ces motions consultatives parviennent avant les sessions durant lesquelles les motions soumises à l'Assemblée de Corse sur le même sujet devront être examinées. Enfin, le Conseil formule la perspective d'un renvoi des motions, adoptées par les instances consultatives, à l'Assemblée de Corse, pour leur conférer la valeur d'un acte administratif (délibération).

Pour contourner ce risque, plusieurs voies méritent d'être explorées :

- Des motions/ résolutions peuvent être élaborées en concertation entre les organes consultatifs, exécutif et délibérant (cf. résolution/prisonniers)
- Participation du Conseil exécutif plus soutenue aux réunions des instances consultatives, en faisant part des avis du Conseil exécutif sur les projets de motion déposés par lesdites instances.
- *Risque de non-faisabilité (expliquant la plupart du temps l'absence de réponse) :*

Certaines motions déposées sans analyse préalable de faisabilité encourent réellement le risque de ne pas connaître de suite, si ce n'est le constat de l'impossibilité de les concrétiser. Il s'agira alors de pétitions de principe. Un progrès a été constaté en 2022. Mais il convient de demeurer vigilant, par exemple dans le cadre d'un dialogue entre les représentants des groupes politiques (voire leurs attachés) avec les services de la Collectivité de Corse, des personnalités qualifiées issues par exemple des instances consultatives, ou des experts.

3.2: Sur la procédure :

Trois paramètres peuvent être ciblés : les délais, le nombre, et le suivi de rencontres avec des partenaires concernés par la mise en œuvre des motions :

a) *En ce qui concerne les délais :*

Cette question concerne les délais de dépôt des motions, en amont de la session, et les délais de traitement en aval de leur vote.

- *En amont de leur dépôt :*

L'article 73 du règlement intérieur, révisé le 16 décembre 2021, porte le délai de dépôt à 6 jours avant la session, afin de faciliter leur instruction par le Conseil exécutif et laissant la Commission Permanente organisationnelle apprécier leur recevabilité (temporalité, éventuelles interférences avec des questions orales ou rapports portant sur le même sujet) : en effet, « selon leur contenu et les objectifs visés, les motions peuvent être des motions de principe ou des motions opérationnelles, celles-ci impliquant le plus souvent une instruction en cas commission ». A titre exceptionnel, toutefois, en cas d'évènement survenant dans les jours précédant la session, le délai de dépôt d'une motion peut être ramené à 48 heures. Ce délai supplémentaire a été appréciable, l'Exécutif disposant davantage de temps pour apprécier la faisabilité du dispositif proposé.

- *En aval de leur vote :*

Dans toute la mesure du possible les motions doivent pouvoir être notifiées au plus tard dans les jours qui suivent leur adoption ; un progrès a pu être enregistré, afin de ne pas courir le risque d'obsolescence et perdre de leur intérêt, surtout s'il s'agit d'une interpellation d'autorités revêtant un caractère d'urgence.

b) *S'agissant du nombre :*

En 2022, le nombre de motions adoptées s'élève à 27, dont 26 notifiées, rejoignant ainsi l'objectif dessiné il y a quelques années « moins de motions, mieux de motions ».

L'article 73 du règlement intérieur de l'Assemblée de Corse établit, comme vu précédemment, une distinction entre les motions « de principe » et celles à vocation « opérationnelle ». Une nette préférence pour ces dernières est toutefois marquée, favorisant ainsi une démarche plus qualitative du fait de l'instruction obligatoire en commission.

Il est à relever enfin qu'en cas de pluralité de motions déposées sur un même sujet, un accord est en général intervenu entre les groupes (majorité et opposition confondues) pour parvenir à une motion commune, ce qui est une voie à encourager, en particulier sur des thématiques d'intérêt général.

* * *

Tel est l'état des lieux des motions approuvées en 2022, de leur suivi, et des enseignements que l'on peut en tirer pour l'action future, tant sur le fond qu'en terme de participation à la vie démocratique des institutions et au-delà, à leur gouvernance d'ensemble.

IV/ SUIVI DES AVIS ET MOTIONS DES INSTANCES

CONSULTATIVES : CESEC, ASSEMBLEA DI A GIUVENTU,

CHAMBRE DES TERRITOIRES

S'inscrivant dans la démarche initialement engagée pour les motions votées par l'Assemblée de Corse, le présent chapitre fait état du suivi réservé aux avis et motions votées par les instances consultatives, pour l'année 2022.

Depuis la mise en place de la Collectivité de Corse, en janvier 2018, le Conseil exécutif a veillé à associer étroitement les trois instances consultatives au processus d'élaboration des différentes politiques publiques territoriales, à savoir :

- Le Conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse (CESEC, article L.4422-34 CGCT) chargé de porter la voix de la société civile, consulté chaque mois sur un ensemble de rapports relevant la plupart du temps de saisines obligatoires,
- La Chambre des Territoires (article L.4421-3 CGCT), qui se substitue à la Conférence territoriale d'action publique instituée par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et se réunit notamment pour coordonner l'exercice des compétences des collectivités territoriales et promouvoir la prise en compte de la diversité des territoires dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques ; à noter qu'à la suite de la demande conjointe de la Chambre, du Conseil exécutif et de l'Assemblée de Corse, la loi 2022/217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite « loi 3DS »), a apporté une modification substantielle à la composition de la Chambre, traduite dans les faits à l'été 2023,
- L'Assemblea di a Ghjuventù, instaurée par délibération n°16/158 du 28 juillet 2016 de l'Assemblée de Corse, et renouvelée tous les deux ans. Chargée de porter la voix de la jeunesse insulaire, cette instance a vocation à s'exprimer sur l'ensemble des sujets intéressant la Corse.

Partie intégrante du processus décisionnel, ces trois instances sont sollicitées par le Président du Conseil exécutif et la Présidente de l'Assemblée, pour avis ou information, sur nombre de rapports d'orientations, règlements d'aides, ou projets menés par la Collectivité de Corse. A ce titre, elles approuvent des motions ou des avis, en complément de questions orales ou écrites, relatifs aux sujets dont elles sont saisies. Ces textes constituent un moyen d'expression classique en vue d'interpeller le CE ou l'AC sur un sujet d'actualité ou de faire partager une position. Un traitement spécifique leur est donc réservé.

Une coopération qualitative et inclusive, voulue par le Conseil exécutif, permet d'assurer la transversalité de ses travaux. Ainsi, le CESEC et l'Assemblea di a Giuventù font-ils régulièrement l'objet de saisines volontaires de la part du Conseil exécutif pour information ou avis relatives, notamment, à des projets d'envergure.

Cette coopération a démontré à maintes reprises, si besoin était, la nécessité de maintenir un lien démocratique inter-institutionnel pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation en continu des politiques publiques insulaires.

I. Cuuperazione tra l'istanze in u 2022 : elementi di bilanci.

Eléments de bilan de la coopération entre le Conseil exécutif, les instances consultatives et l'Assemblée de Corse pour l'année 2022

Accordant une attention particulière aux productions des organes consultatifs, le Conseil exécutif n'a pas hésité à les solliciter activement sur de nombreux projets. Les Conseillers exécutifs se sont ainsi attachés à les intégrer pleinement pour l'amélioration et l'évolution des politiques publiques de la Collectivité de Corse.

Les éléments de bilan qui suivent s'attacheront à mettre en évidence :

- D'une part, la typologie des actes de chaque instance pris en 2022,
- D'autre part, les enseignements à tirer sur le suivi de ces travaux,
- Enfin, un ensemble de recommandations seront formulées, afin d'impulser et maintenir une véritable synergie interinstitutionnelle

U Cunsigliu ecumonicu, suciale, di l'ambiente è culturale di Corsica Le Conseil économique, social, environnemental et culturel de Corse (CESEC)

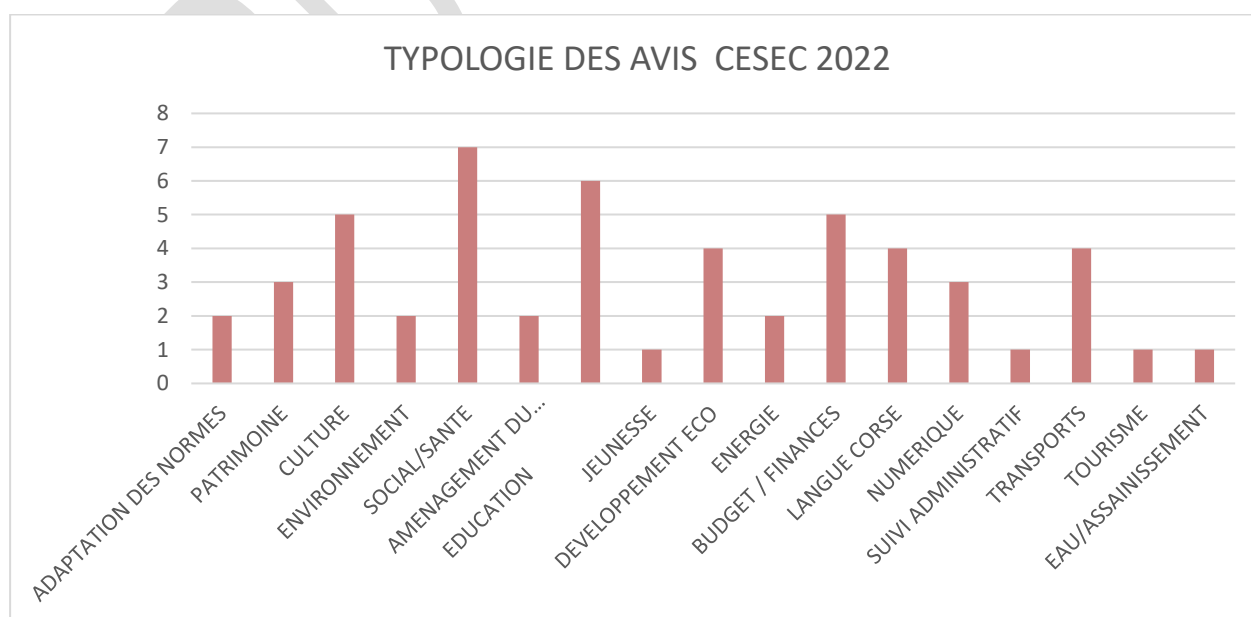
1. Typologie des avis, motions et résolutions adoptés sur saisine du CE et des rapports votés dans le cadre d'auto-saisines.

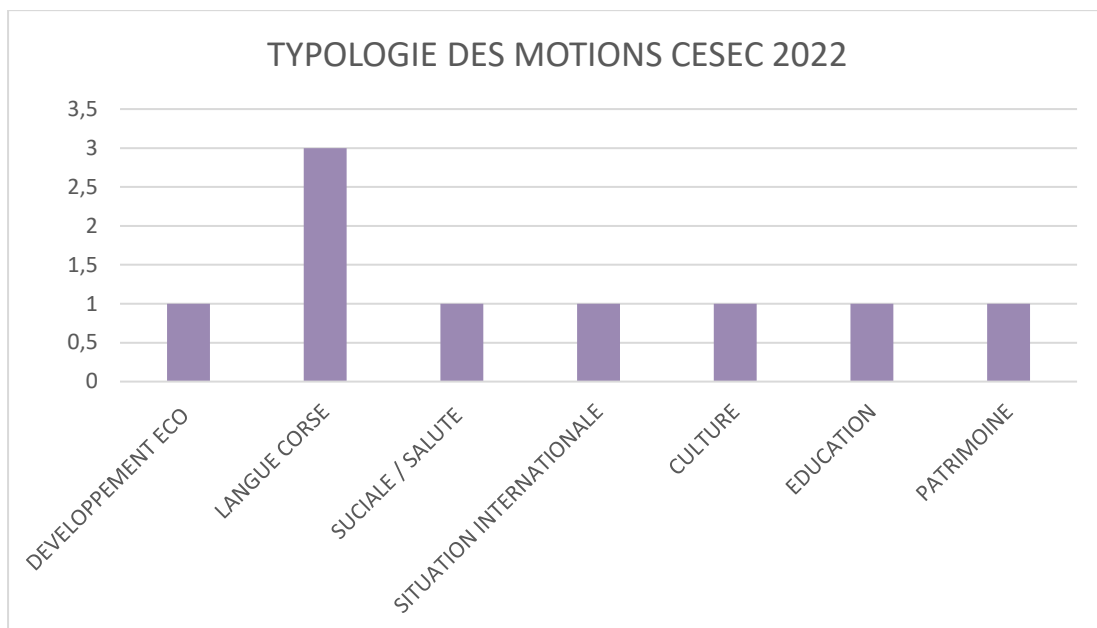
Au terme de 11 séances plénières, le CESEC a rendu 52 avis sur saisine du Président du Conseil exécutif, et approuvé 9 motions, dont 1 résolution solennelle.

Dans le prolongement des engagements pris par le Conseil exécutif et l'organe délibérant, l'essentiel des travaux de l'instance ont été consacrés à l'évolution institutionnelle de la Corse, ainsi qu'aux enjeux sociaux et culturels centraux, dans le cadre d'une coopération interinstitutionnelle renforcée.

Dans le cadre de son pouvoir d'auto-saisine, le CESEC a rendu 2 rapports, irrigant ainsi de ses réflexions les orientations à prendre en matière de politiques publiques.

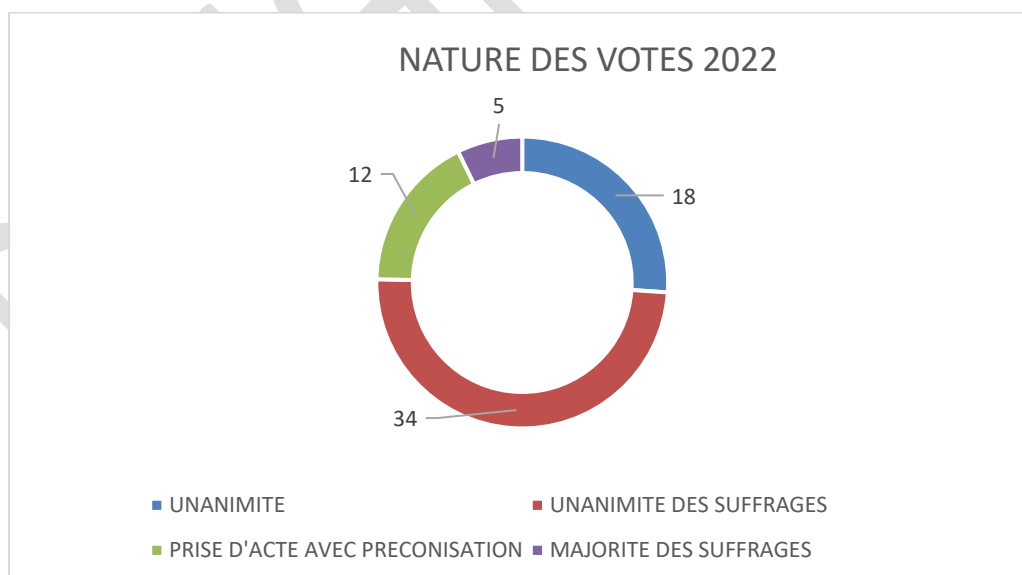
Le CESEC a rendu divers avis et motions dans les domaines suivants :





Au cours de l'année 2022, 52 saisines du Président du Conseil exécutif ont eu lieu. La nature des votes en découlant se traduit comme suit :

- **18 avis votés à l'unanimité**
- **34 avis votés à l'unanimité des suffrages exprimés**
- **5 avis votés à la majorité des suffrages exprimés**
- **12 avis donnant lieu à une prise d'acte avec préconisation**



Dans le cadre de ces saisines, 20 rapports émanant du Conseil exécutif ont été présentés, soit par le Président du Conseil exécutif soit par les Conseillers exécutifs, et soumis aux votes illustrés précédemment.

2. Eléments de suivi

Les travaux du CESEC ont fait l'objet d'une transmission aux directions opérationnelles offices et agences de la Collectivité de Corse, aux fins de prise en compte ; mais également à l'Assemblée de Corse, afin de les intégrer à ses délibérations.

Force est de constater que ces avis font partie intégrante de l'argumentaire exposé au cours des débats dans l'hémicycle, ainsi que des délibérations adoptées en ce sens. Cette démarche témoigne d'une volonté d'intégrer pleinement l'instance à la définition et l'adaptation des politiques publiques.

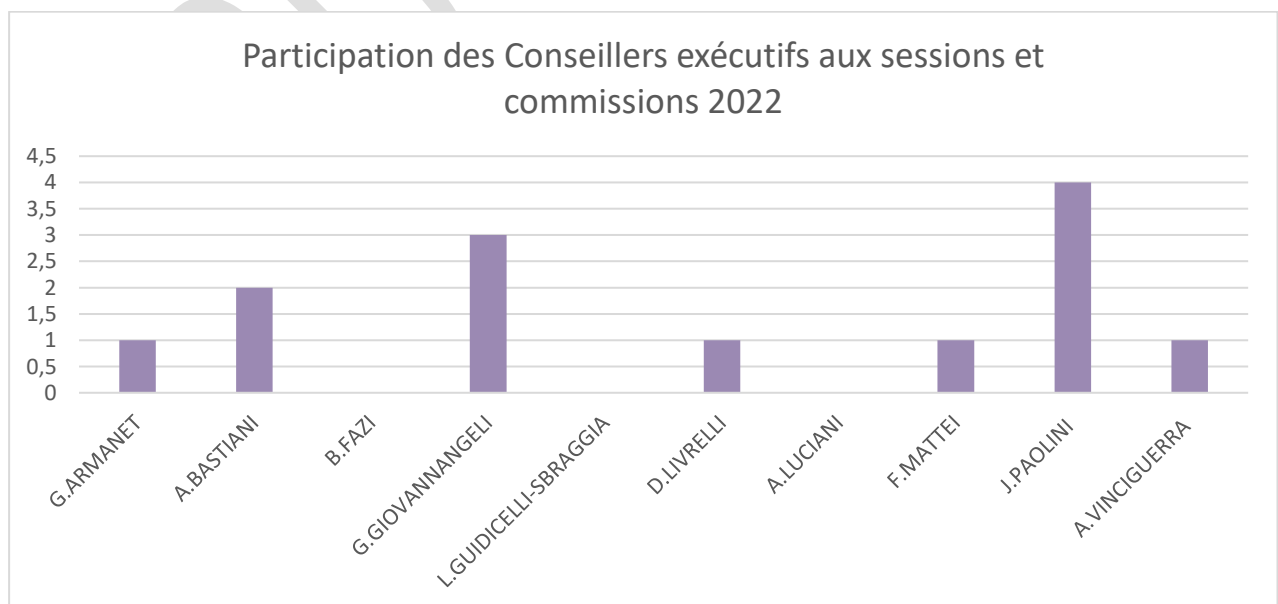
Ainsi, la totalité des avis adoptés en 2022 ont été intégrés dans les visas et/ou les dispositifs des délibérations de l'Assemblée de Corse.

A Camera di i Territorii La Chambre des territoires

1. Typologie des avis, motions et résolutions adoptés sur saisine du CE et des rapports votés dans le cadre d'auto-saisines.

La Chambre des Territoires a été saisie de 46 rapports du Président du Conseil exécutif en 2022, présentant majoritairement des incidences en matière de territorialisation de l'action publique, dont 34 sous forme de procédures écrites donnant lieu à 3 avis favorables. Les 31 rapports restants ont fait l'objet de transmissions pour information des membres de la Chambre des Territoires. Il s'agit majoritairement des rapports d'individualisation d'aides aux communes et intercommunalités votées par le CE. En 2022, la Chambre a rendu 6 avis et 22 décisions, dont 2 désignations de membres de la Chambre des Territoires à des organismes de la Collectivité de Corse.

Au cours de l'année 2022, 3 sessions de la Chambre des Territoires se sont tenues les 07 février, 16 mai et 14 novembre. A ce titre, la participation des Conseillers exécutifs aux sessions et différentes commissions de l'instance se décline comme suit :



2. Éléments de suivi.

A l'instar du CESEC, ces décisions et avis ont été transmis à des fins soit d'intégration dans les délibérations de l'Assemblée de Corse, soit pour prise en compte par les directions opérationnelles.

L'Assemblea di a Giuventù di a Corsica / L'Assemblée des jeunes de la Corse

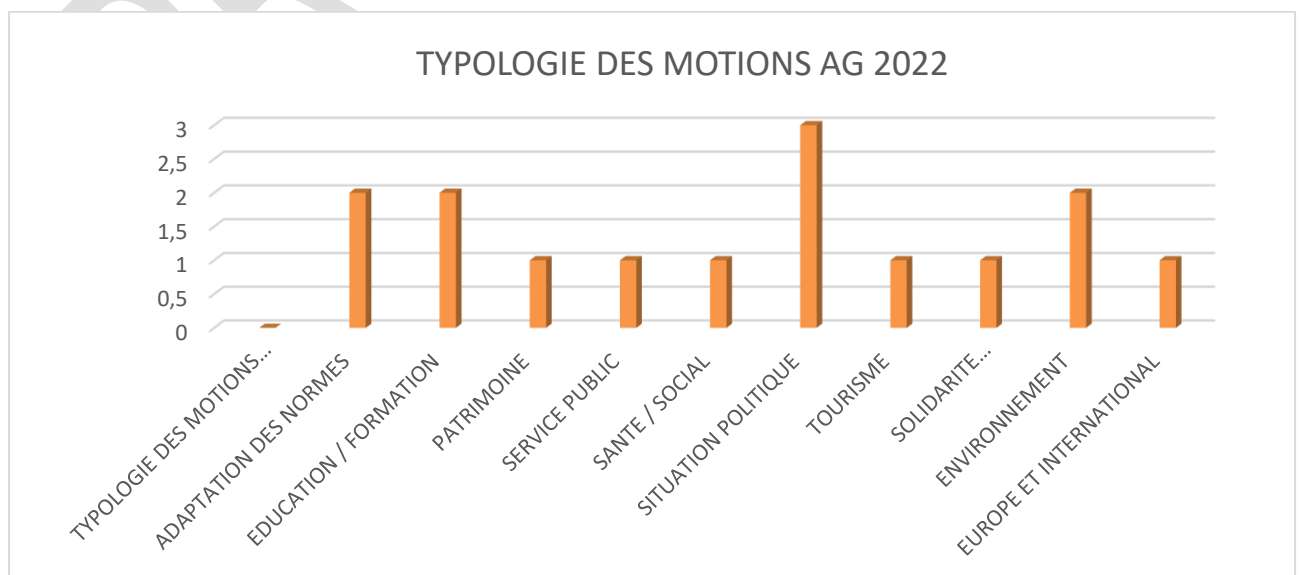
1. Typologie des avis, QO, motions et résolutions adoptés sur saisine du CE et des rapports votés dans le cadre d'auto-saisines.

Au cours de l'année 2022, la deuxième, puis la troisième mandature de l'Assemblea di a Giuventù ont pu pleinement activer leur travail de commission, notamment par le biais de production de rapports. Ainsi ont été soumis au vote de son l'assemblée délibérante :

- Les rapports de la Commission culture, langue et environnement relatifs à l'enseignement de l'histoire de la Corse, l'eau agricole et l'érosion côtière ;
- Le rapport de la Commission développement économique, transports et affaires européennes, relatif à la mobilité et décliné en deux volets : un volet consacré à cette problématique dans sa dimension locale, et un second s'intéressant à la mobilité internationale.

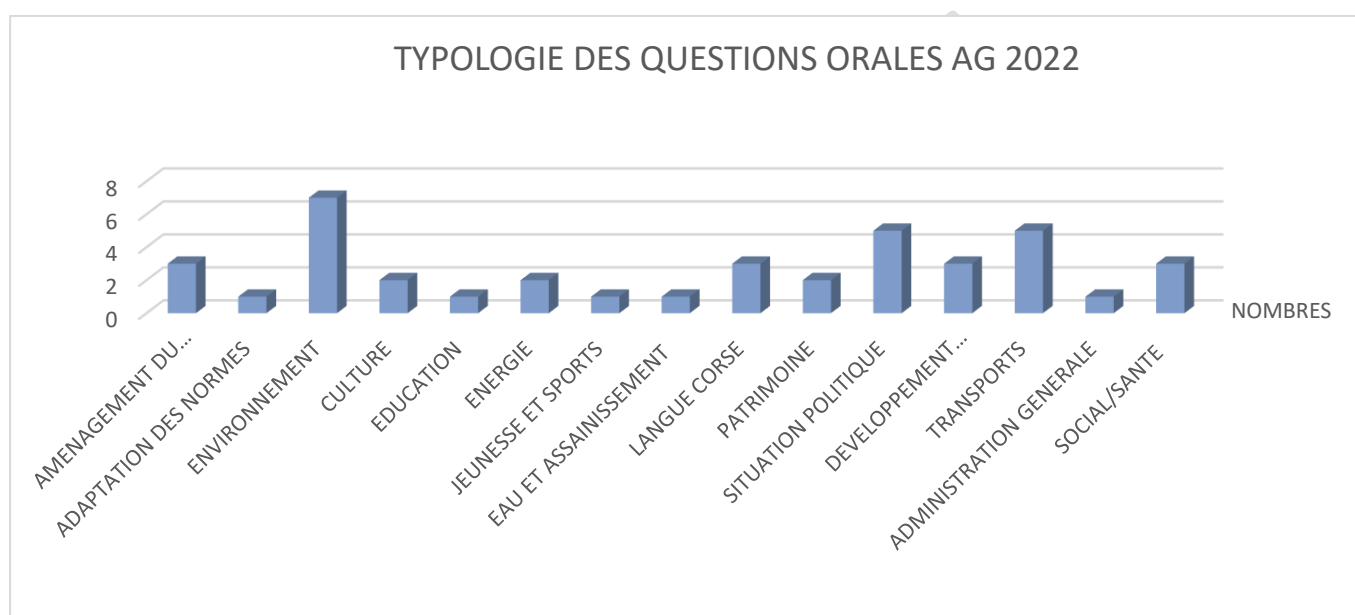
Par ailleurs, la Commission social, éducation et formation a entrepris l'élaboration de plusieurs, rapports, relatifs notamment à : la création d'un logiciel à destination des EPLE de Corse ; l'aide aux bénéficiaires de l'ASE ; la santé mentale de la jeunesse et l'accompagnement des victimes de violences conjugales.

A l'occasion de 3 séances publiques, l'instance a adopté 16 motions, 1 contribution, 1 avis et 39 questions orales.



Sur les 16 motions votées, 10 ont été notifiées aux ministères et directions opérationnelles concernés, dont 4 motions de principe qui n'appelaient pas de suivi particulier.

Certaines motions faisaient notamment écho à des questions orales déposées par les Conseillers de l'Assemblée de Corse (n°M3/03 portant soutien au peuple ukrainien), ou étaient mentionnées au cours de débats d'orientations générales (n°M3/11 demandant la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée de Corse relative à la lutte contre les dérives mafieuses). Une motion relative à l'imprescriptibilité du droit à l'avortement, également déposée par la Présidente de l'Assemblée de Corse, a été reprise dans les vises de cette dernière. Enfin, une motion sur la levée du secret défense sur l'affaire du crash de la caravelle Aiacciu-Nice de 1968 a fait l'objet d'une réponse de la présidence de la République française.



Concernant les questions orales, sur les 39 déposées en 2022, 36 ont fait l'objet de réponses en séance par un membre du Conseil exécutif dont son Président. 3 questions ont fait l'objet de réponses écrites, notamment dans le domaine de l'énergie (QO n°M3/14), de l'environnement (QO n°M3/17) et des transports (QO n° M3/26), dont les éléments sont en cours de validation. Au-delà de sa participation aux réunions de l'instance, le Conseil exécutif s'est attaché à répondre, de manière quasi systématique, aux questions orales, en présentiel ou en distanciel. Les échanges issus des débats d'orientations générales ont également permis de maintenir un lien continu entre l'Exécutif et l'instance consultative.

2. Éléments de suivi

Une fois votées, les motions sont notifiées aux Conseillers exécutifs, agences et offices, ainsi qu'aux services concernés. Il s'agit de garantir, par cette notification, la prise en compte des travaux de l'instance.

A titre d'exemple, l'Assemblea di a Giuventù a été saisie en décembre 2022 par le Président du Conseil Exécutif, du rapport d'orientation sur la politique linguistique (lingua corsa). Cela s'est traduit par la production d'un rapport en février 2023. Elle a pris part aux débats entourant le processus d'autonomie, lors d'une séance dédiée, le 16 novembre 2022 : « *Le processus d'autonomie de la Corse : opportunités, risques et méthodes* ».

L'Assemblée a en outre participé activement aux Assises de la Jeunesse et à la préparation du Pattu di a Giuventù, ainsi qu'à la préparation de la session extraordinaire sur les violences criminelles, notamment en produisant une contribution sur le sujet.

IV. Enseignements à tirer sur le dépôt et le suivi des motions.

1. Sur le fond

L'année 2022 a été l'occasion de pérenniser les efforts entrepris en faveur d'une coopération inter-institutionnelle pertinente.

Ainsi, l'ensemble des travaux des instances consultatives ont fait l'objet d'un suivi (lettres de notifications, relances le cas échéant), gage d'une certaine traçabilité. De plus, les espaces numériques partagés « Spazii » ont été mis en ligne pour chacune d'elles, dans le respect des engagements pris en ce sens l'an passé.

Toutefois, à l'image des travaux de l'Assemblée de Corse et malgré plusieurs relances, il est à noter que certaines motions sont demeurées sans réponse formalisée.

Parallèlement, un suivi continu de ces travaux permet de prévenir le dépôt de motions récurrentes, en optant pour une approche transversale.

Les actes de l'organe délibérant primant par essence sur ceux des consultatif, il conviendrait de poursuivre l'harmonisation en amont des thèmes abordés.

2. Sur la procédure

Le dépôt des motions de l'Assemblée di a Giuventù a lieu 3 jours au moins avant la session. En pratique, il convient de laisser la possibilité au Conseil exécutif d'en prendre connaissance, en amont de la session, afin d'émettre un avis collégial. Se réunissant chaque mardi, celui-ci peut en effet organiser les modalités de prise en compte par les services concernés, avant réception de la lettre de notification.

Concernant les motions dites de procédure, les Conseillers de l'Assemblée di a Giuventù peuvent les déposer 24h avant la session. Ayant trait à l'irrecevabilité d'un point soumis à l'ordre du jour, il apparaît primordial qu'elles soient également portées suffisamment en amont à la connaissance des Conseillers exécutifs. Le règlement intérieur ne le permettant pas, il a été convenu, dans la pratique, d'allonger ce délai, au moins jusqu'à 6 jours, à l'instar de ce qui a été acté dans le règlement intérieur actualisé de l'Assemblée de Corse.

S'agissant de la notification en aval du vote, celle-ci doit intervenir dans la semaine suivant la session, au risque de perdre de leur intérêt, surtout si elles revêtent un caractère d'urgence.

Un point de vigilance est toutefois soulevé, qui pourrait logiquement se traduire par la transmission des motions approuvées par les instances consultatives à l'Assemblée de Corse, seule instance disposant de la légitimité du suffrage universel pour y donner suite ou non, par voie de délibération, et sur avis motivé du Conseil exécutif.

Concernant le nombre de motions, 16 ont été adoptées par l'Assemblée di a Giuventù, 9 par le CESEC. S'agissant de l'Assemblée di a Giuventù, de nombreux sujets, également abordés par les Conseillers de l'Assemblée de Corse, ont fait l'objet de motions et de questions orales. Or, une telle répétition implique de solliciter plusieurs fois les Conseillers exécutifs, les services, agences et offices visés, qui sont déjà saisis des motions de l'Assemblée. En pratique, cela se traduit par un certain engorgement, entravant ainsi le suivi effectif de ces travaux.

Ainsi, il convient de privilégier la piste des résolutions conjointes, notamment pour des sujets d'envergure, nécessitant une construction commune. Par ailleurs, les questions présentant un intérêt général ou une forte valeur ajoutée, pourraient être plus systématiquement soumises à ce type de consultation.

Recommandations et engagements :

1/ Suivi « stratégique » des actes des instances consultatives :

Dans la pratique, les Conseillers exécutifs veillent déjà aux suites à donner aux avis, et sollicitent les services en cas de besoin d'ingénierie administrative (appel à projets, organisation de comités directeur/de pilotage...). Ce suivi sera approfondi, dans la limite des disponibilités des Conseillers, et dans le cadre d'une approche par politiques publiques, de manière à accroître la complémentarité et l'efficacité du suivi des actes entre les trois instances.

2/ Un espace numérique de suivi interactif :

Prenant appui sur celui dédié aux motions de l'Assemblée de Corse, un « Spaziu » est dédié depuis 2021 à l'Assemblea di a Giuventù en tant qu'outil de suivi des motions et des réponses aux questions orales. Un espace du même type existe pour le suivi des avis et motions du CESEC et de la Chambre des Territoires. Le suivi de l'ensemble des actes (questions orales, motions, recommandations, avis) est ainsi intégralement retracé dans ces espaces.

Participant d'une démarche de transparence, l'ensemble des instances consultatives ainsi que les Conseillers exécutifs et de l'Assemblée de Corse, ont un regard sur les divers travaux enregistrés. A ce titre, il conviendrait de mettre à profit cet outil pour capitaliser l'apport de toutes les motions votées par les instances, en favorisant une recherche par mots clés et éviter ainsi des redondances, dans le respect naturellement de l'autonomie d'initiative de chaque instance.

V/ ELEMENTS D'INFORMATION SUR LES DELAIS DE SAISINE

Le présent chapitre vise à récapituler les saisines de l'Assemblée de Corse effectuées par le Conseil exécutif, à partir des tableaux de bord qui permettent un suivi régulier.

Dans un premier temps seront rappelés les délais légaux de saisine et leur mise en pratique.

Dans un deuxième temps, sera mise en évidence l'évolution du nombre de rapports AC soumis par le CE entre 2016-2017 (ex CTC), et depuis la mise en place de la Collectivité de Corse en janvier 2018.

Dans un troisième temps, seront récapitulés les éléments statistiques afférents, sous forme d'histogrammes.

1/ RAPPEL DES DELAIS LEGAUX DE SAISINE ET DE LEUR FORMAT :

Trois délais prévus par les textes, sont à distinguer :

1.1 - le délai légal de saisine de **12 jours** pour l'Assemblée de Corse est fixé par l'article L.4422-32 du code général des collectivités territoriales : « *Douze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée de Corse, le président du conseil exécutif de Corse transmet au président de l'Assemblée un rapport sur chacune des affaires qui doivent être examinées par l'Assemblée, ainsi que, le cas échéant, les projets de délibération correspondants* ».

L'article L.4132-18 précise, pour les Régions de droit commun, et cette disposition est applicable à la collectivité de Corse, (...) que « les rapports et projets visés peuvent être mis à la disposition des conseillers qui le souhaitent par voie électronique de manière sécurisée ; cette mise à disposition fait l'objet d'un avis adressé à chacun de ces conseillers (...) ».

A noter que le CGCT, pour les Régions de droit commun, n'impose pas un format particulier aux rapports qui peuvent être produits « sous quelque forme que ce soit », mais on pourrait estimer qu'une telle disposition serait transposable à la CdC.

Soulignons enfin que, le règlement intérieur de l'Assemblée de Corse a porté le délai de saisine du Président du Conseil exécutif à **15 jours**.

1.2 - Le délai légal est ramené à **8 jours** (art. L.4132-18-1 CGCT), par transposition des dispositions de droit commun pour la commission permanente de l'Assemblée (réunie en format délibérant depuis le mois d'avril dernier) :

« *les rapports sur chacune des affaires qui doivent être soumises à la commission permanente sont transmis huit jours au moins avant sa réunion, dans des conditions prévues à l'article L.4132-18* ».

1.3 - A noter enfin, que le cas de l'urgence absolue (**1 jour franc**) est également prévu par ce même article L.4132-18 alinéa 4 :

« Sans préjudice des dispositions de l'article L.4132-17, en cas d'urgence, le délai prévu au premier alinéa peut être abrégé par le président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc ».

La détermination d'un calendrier-type :

Dans la pratique, rappelons qu'un calendrier-type mensuel des saisines a été établi par accord entre les différents Secrétariats généraux des instances, depuis le début de la mandature (il avait d'ailleurs déjà été expérimenté entre 2016 et 2017).

En vertu de ce calendrier, les envois des premiers rapports via Airdélib suivent en général le CE préparatoire aux sessions, qui se tient le premier mardi de chaque mois.

Cela permet, si les conditions sont réunies, d'assurer la saisine pour avis des instances consultatives – notamment le CESEC, de manière à ce qu'elles soient en mesure de remettre leur contribution lors de la tenue des réunions des commissions de l'Assemblée qui se tiennent la troisième semaine, ou à défaut, directement aux Conseillers en amont de la session.

Il arrive également que certains rapports soient transmis plus d'un mois à l'avance.

Des saisines bien en amont des 15 jours (ou huit jours pour la CPD), interviennent régulièrement, comme en attestent les histogrammes ci-dessous (Cf. § 3 ci-après). A noter que, en fonction des souhaits exprimés par le Conseil exécutif, la commission permanente organisationnelle ou les commissions organiques de l'Assemblée, certains rapports initialement fléchés en AC ont été reportés en CPD et inversement.

Quel que soit le cas, le Secrétariat général de l'Assemblée s'est entendu avec celui du Conseil exécutif pour que les rapports soient transmis aux Conseillers à l'Assemblée de Corse, quand bien même la « session » à venir, au plan technique, n'était pas encore créée dans le progiciel Airdélib, et ce, afin de permettre aux Conseillers de disposer de tout le temps nécessaire pour leur examen.

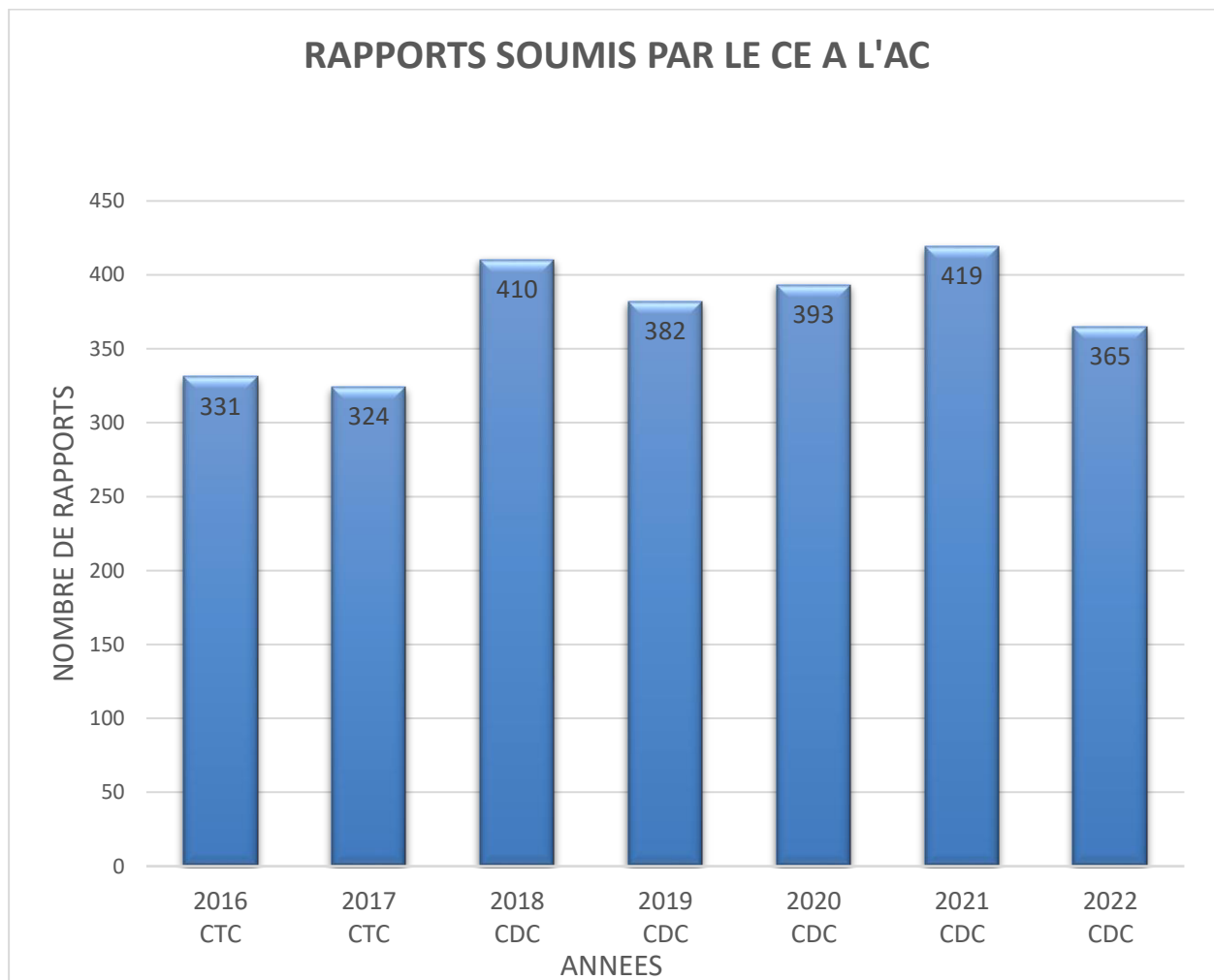
Il convient de souligner enfin que les envois dans le cadre des « délais abrégés » ont toujours été publiquement justifiés en séance, comme les procès-verbaux intégraux peuvent en témoigner, et auxquels il est possible de se référer.

C'est d'ailleurs sur la base de cette motivation que, conformément aux textes, là encore (art. L.4132-18 dernier alinéa), l'Assemblée s'est prononcée librement sur le caractère d'urgence, et a agréé l'examen desdits rapports en séance, alors qu'elle aurait pu *décider du renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à une séance ultérieure.*

De même, on peut souligner que l'Etat saisit parfois en urgence l'Assemblée de Corse pour émettre un avis sur les projets de loi ou de décrets concernant la Corse, avec un délai abrégé théorique de 15 jours, ramené à une semaine dans la pratique, ce qui laisse tout juste le temps en amont aux services puis au Conseil exécutif de procéder à une analyse et produire un projet de rapport en exploitant des projets de lois ou décrets souvent denses.

2/ EVOLUTION DU NOMBRE DE RAPPORTS EXAMINES PAR LE CE, AVANT ET DEPUIS LA MISE EN PLACE DE LA COLLECTIVITE DE CORSE

Rapports soumis par le Conseil exécutif à l'Assemblée de Corse de 2016 à 2022

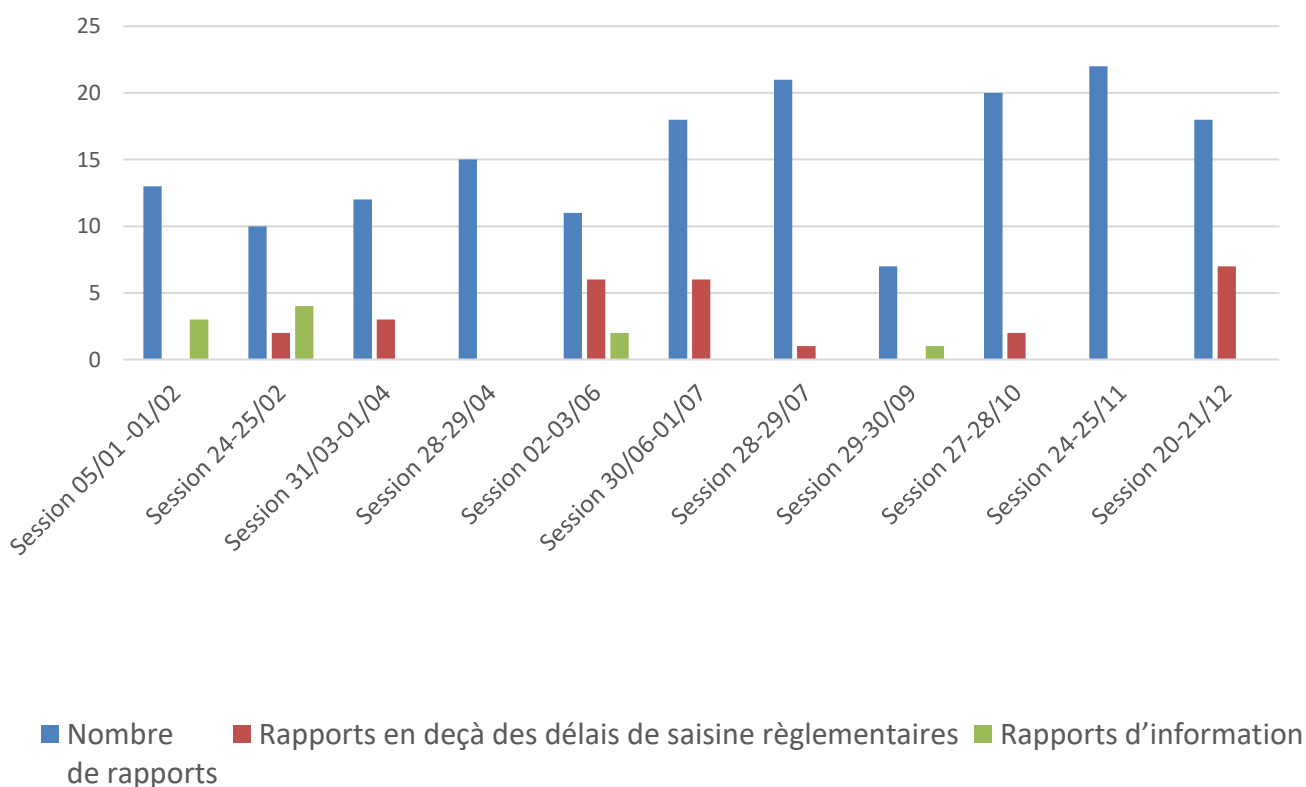


3/ETAT DES SAISINES EFFECTUEES, A PARTIR DES ELEMENTS STATISTIQUES RECUEILLIS POUR L'ANNEE 2022.

**ANNATA 2022- LETTERE DI MESSA IN MANU ASSEMBLEA DI CORSICA
ANNEE 2022 - SAISINE ASSEMBLEE DE CORSE**

| Sessions AC 2022 | Nombre de rapports | Rapports en deçà des délais de saisines réglementaires | Rapports d'information |
|----------------------|--------------------|--|------------------------|
| Session 05/01 -01/02 | 13 | | 3 |
| Session 24-25/02 | 10 | 2 | 4 |
| Session 31/03-01/04 | 12 | 3 | |
| Session 28-29/04 | 15 | | |
| Session 02-03/06 | 11 | 6 | 2 |
| Session 30/06-01/07 | 18 | 6 | |
| Session 28-29/07 | 21 | 1 | |
| Session 29-30/09 | 7 | | 1 |
| Session 27-28/10 | 20 | 2 | |
| Session 24-25/11 | 22 | | |
| Session 20-21/12 | 18 | 7 | |
| TOTAUX | 167 | 27 | 10 |

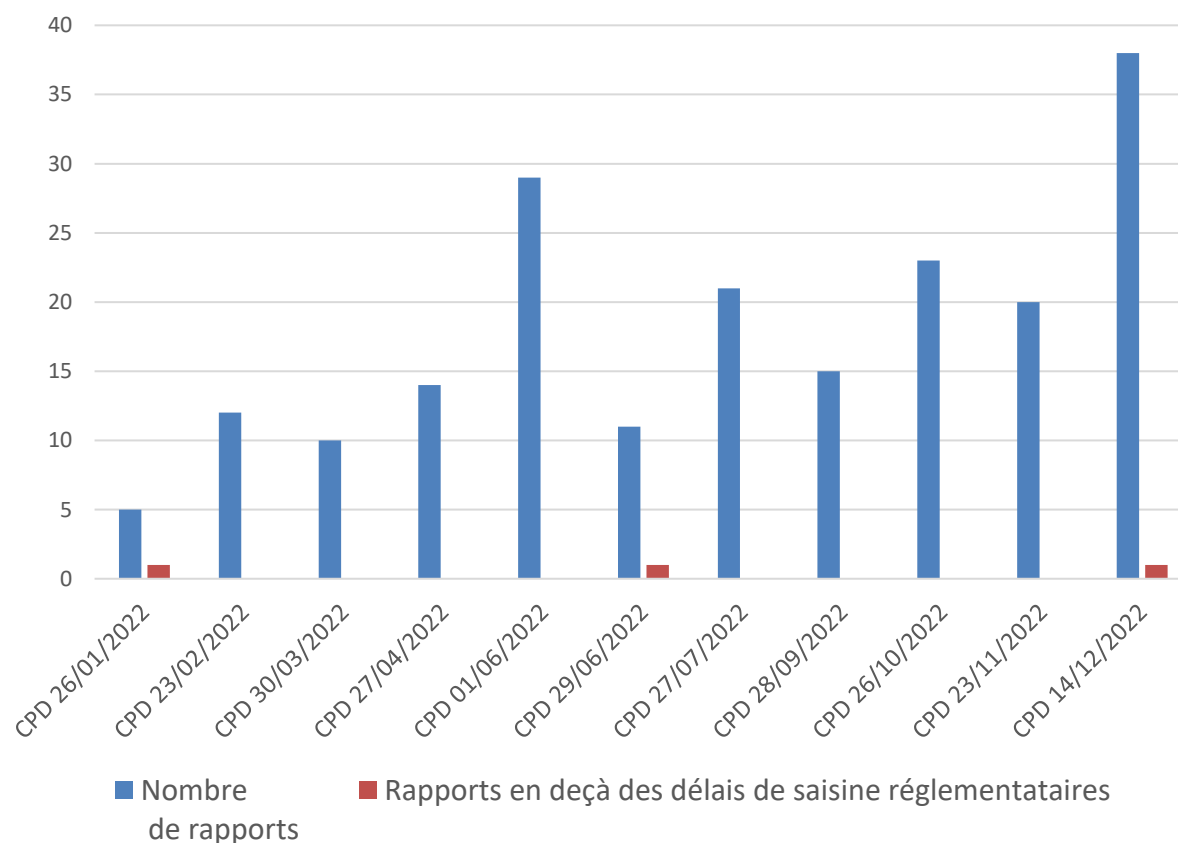
SAISINES AC 2022



**ANNATA 2022 – LETTERE DI MESSA IN MANU CUMMISSIONE PERMANENTE DELIBERANTE
ANNEE 2022 - SAISINE COMMISSION PERMANENTE DELIBERANTE**

| COMMISSION PERMANENTE DELIBERANTE | Nombre de rapports | Rapports en deçà des délais de saisine réglementaires |
|--|---------------------------|--|
| CPD 26/01/2022 | 5 | 1 |
| CPD 23/02/2022 | 12 | |
| CPD 30/03/2022 | 10 | |
| CPD 27/04/2022 | 14 | |
| CPD 01/06/2022 | 29 | |
| CPD 29/06/2022 | 11 | 1 |
| CPD 27/07/2022 | 21 | |
| CPD 28/09/2022 | 15 | |
| CPD 26/10/2022 | 23 | |
| CPD 23/11/2022 | 20 | |
| CPD 14/12/2022 | 38 | 1 |
| TOTAUX | 198 | 3 |

**SAISINES COMMISSION PERMANENTE DELIBERANTE
2022**



VI / SUIVI DES AVIS DE L'ASSEMBLEE SUR LES PROJETS DE LOIS OU DECRETS CONCERNANT LA CORSE

En 2022, l'Assemblée de Corse s'est prononcée sur divers projets de lois ou de décrets, en application de l'article L.4422-16 du CGCT, qui dispose :

« V. – L'Assemblée de Corse est consultée sur les projets et les propositions de loi ou de décret comportant des dispositions spécifiques à la Corse.

Elle dispose d'un délai d'un mois pour rendre son avis. Ce délai est réduit à quinze jours en cas d'urgence, sur demande du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale de Corse. Le délai expiré, l'avis est réputé avoir été donné.

Les avis adoptés par l'Assemblée de Corse en application du présent V sont adressés au président du conseil exécutif qui les transmet au Premier ministre et au représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale de Corse. Les avis relatifs aux propositions de loi sont transmis par le président du conseil exécutif au Premier ministre ainsi qu'aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. »

Sur 6 (six) projets de textes.

Les délibérations 2022 de l'Assemblée de Corse sont listées ci-dessous :

- 1.** Délibération 21_103 AC approuvant la proposition de modification de la composition de la Chambre des territoires
- 2.** Délibération 22_071 AC émettant un avis favorable au projet de décret relatif à la gestion du FEADER au titre de la programmation débutant en 2023
- 3.** Délibération 22_148 AC portant avis sur le projet de décret relatif aux modalités de désignation des membres de la chambre des territoires
- 4.** Délibération 22_206 AC portant avis sur le projet de décret relatif à la création des aides animales prévues par le plan stratégique national de la politique agricole commune 2023-2027
- 5.** Délibération 22_207 AC portant avis sur le projet de décret fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories non éligibles des aides relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories non éligibles des aides au FEADER au titre de la programmation 2023-2027 confiées aux régions
- 6.** Délibération 22_208 AC portant avis sur le projet de décret instaurant un dispositif général de délégation d'agents de greffe dans les juridictions d'Outre-Mer et de Corse

Aucun changement n'est intervenu entre les projets de décrets ou de loi et les textes promulgués après l'avis de l'Assemblée de Corse.

CONCLUSION GENERALE :

A cuuperazione trà l'istanze di a nostra Cullettività diventa di più in più strategica. Tocca à a Cufferenza di cuurdinazione, stallata u 27 di ghjennaghju di u 2023, d'assicurà l'eserciziu equilibratu di sta cuuperazione, in riguardu à un dialogu efficace tra e so cumpunente.

La coopération entre les différentes instances de la Collectivité revêt une dimension de plus en plus stratégique. Il appartient à la « Conférence de coordination » créée par l'article 81 du règlement intérieur de l'Assemblée de Corse, et installée le 27 janvier 2023, de veiller à l'exercice équilibré de cette coopération, dans le cadre d'un dialogue efficace entre l'ensemble de ses composantes : Présidences de l'Assemblée et du Conseil exécutif, Conseillers exécutifs, Présidents de groupes, Présidents de commissions et CESEC.

PRUGHIJETTU